

Législation sanitaire française actuelle des maladies infectieuses du porc

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 17 Juin 1964

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Joseph BILLAMBOZ

Né le 14 Mai 1936, à CHANTRONS (Doubs)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1964

LEGISLATION SANITAIRE FRANÇAISE
ACTUELLE DES MALADIES INFECTIEUSES
DU PORC

Législation sanitaire française actuelle des maladies infectieuses du porc

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 17 Juin 1964

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Joseph BILLAMBOZ

Né le 14 Mai 1936, à CHANTRONS (Doubs)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

—
1964

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Directeur	M. FLORIO
Directeur honoraire	M. JUNG
Directeur honoraire	M. TAPERNOUX
Professeur honoraire	M. CUNY

PROFESSEURS

14 chaires

Pharmacie et Toxicologie	MM. TAPERNOUX
Anatomie descriptive, Extérieur, Anatomie appliquée	BARONE
Physiologie, Thérapeutique, Pharmacodynamie	BOST
Histologie, Embryologie, Anatomie pathologique	LUCAM
Hygiène et industrie des aliments d'origine animale	FLACHAT
Zoologie appliquée, Parasitologie externe, Parasitologie interne ..	EUZEBY
Pathologie médicale des équidés et des carnivores. Législation vétérinaire	FLORIO
Pathologie médicale du bétail et des animaux de basse-cour	COTTEREAU
Technique chirurgicale, Pathologie chirurgicale	COLLET
Obstétrique, Pathologie de la Reproduction	BERTRAND
Microbiologie, Immunologie, Maladies contagieuses, Police sani- taire	JOUBERT
Ethnologie, Hygiène, Zootechnie, Economie rurale	FROGET
Botanique appliquée, Agronomie, Alimentation	JEAN-BLAIN
Physique et Chimie biologiques et médicales	MAGAT

CHEFS DE TRAVAUX

MM. BUSSIERAS, FERNEY, RUCKEBUSCH, OUDAR, Agrégés.
MM. LAPRAS, LE NIHOUANNEN, VAN HAVERBEKE,
JEAN-BLAIN Claude, CHANTEGRELET.

ASSISTANTS

MM. BLAVIGNAC, PROY, VERINE

EXAMINATEURS DE LA THESE

Président : Monsieur le Professeur MONNET, de la Faculté de Médecine.
Premier Assesseur : Monsieur le Professeur JOUBERT, de l'Ecole Vétérinaire.
Deuxième Assesseur : Monsieur le Professeur FLACHAT, de l'Ecole Vétérinaire.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

A MES PARENTS

Puissent-ils trouver dans ce travail un modeste témoignage de ma profonde affection et de ma vive reconnaissance pour tous les sacrifices qu'ils se sont imposés pour moi.

A MA FEMME

Modeste témoignage de mon amour.

A MA FILLE

A MES BEAUX-PARENTS

Qu'ils trouvent ici l'expression de ma reconnaissance pour la confiance qu'ils m'ont toujours accordée.

A TOUS MES AMIS



A Monsieur le Professeur MONNET
de la Faculté de Médecine de Lyon

Il nous a fait un grand honneur en acceptant de présider notre jury de thèse.

Nous le prions de trouver ici l'expression de nos remerciements et de notre profond respect.

A Monsieur le Professeur JOUBERT
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Il a bien voulu nous confier ce travail et nous aider à le réaliser.

En témoignage de notre admiration et de notre reconnaissance pour l'enseignement qu'il nous a donné et pour la confiance qu'il nous a toujours témoignée.

A Monsieur le Professeur FLACHAT
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Nous le remercions sincèrement pour l'honneur et le plaisir qu'il nous fait en acceptant d'être l'un de nos juges.

A TOUS NOS MAITRES
DE L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

AVANT-PROPOS

La législation sanitaire vétérinaire est l'ensemble des lois et règlements qui, en France, régissent la lutte contre certaines maladies animales. Elle repose sur deux bases : l'une scientifique et l'autre juridique (Droit administratif et public). La première suppose une connaissance parfaite des maladies et, par suite, des moyens dont on dispose pour organiser une prophylaxie valable ; la seconde est l'ensemble des textes réglementant cette prophylaxie ; ce sont des lois d'ordre public. Ces lois sont générales et applicables par décrets, eux-mêmes mis en œuvre par arrêtés et expliqués par circulaires. Etant d'ordre administratif et public, nul ne doit les ignorer ni contrevenir à leur application sous peine d'encourir de graves pénalités. Toutefois, les instructions données uniquement par circulaires ministérielles ou par notes d'information ne sont pas soumises à ce régime ; elles aboutissent à des contraintes dans le domaine économique.

Dans le travail qui suit, nous nous proposons de faire une mise au point de la « Législation Sanitaire Française actuelle des maladies infectieuses su porc ». Ce sujet nous a été proposé par M. le Professeur Joubert et, avant de l'aborder, nous voudrions qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude et nos sincères remerciements pour l'aide bienveillante et généreuse qu'il nous a sans cesse apportée. Nous remercions également M. Rollet, Directeur des Services Vétérinaires du Rhône, qui a bien voulu revoir notre travail et y apporter de nécessaires modifications.

INTRODUCTION

La législation sanitaire vétérinaire française prévoit un certain nombre de maladies, dites « réputées contagieuses », dans certaines espèces animales (C.R., art. 224). Ces maladies sont soumises, vis-à-vis de ces espèces, à des mesures légales, générales et spéciales, d'application obligatoire, destinées soit à éviter leur extension ou leur éclosion sur notre territoire, soit à les faire disparaître, soit à en préserver l'homme.

Mais nous nous proposons de faire une mise au point de la législation sanitaire française actuelle des maladies infectieuses du porc et, de ce fait, nous dépasserons le cadre des maladies « réputées contagieuses ».

En effet, l'action sanitaire, prescrite par la loi, impose aussi de protéger la santé humaine et d'éviter l'envahissement de notre territoire par des maladies non prévues à l'article 224 du Code Rural.

Nous diviserons notre travail en trois parties :

I. — Législation sanitaire des maladies réputées contagieuses, spécifiques du porc (rouget, peste porcine, salmonellose, pasteurellose du porc).

II. — Législation sanitaire des maladies réputées contagieuses non spécifiques du porc (rage, charbon bactérien, fièvre aphteuse).

III. — Législation sanitaire des maladies infectieuses du porc non réputées contagieuses (tuberculose porcine : inspection de salubrité ; peste porcine africaine, menaçant notre territoire ; maladie de Teschen et brucellose — vis-à-vis du commerce international).

Nous nous efforcerons, au cours de cette mise à jour de la législation, de respecter un plan logique, permettant de regrouper toutes les dispositions à prendre dans un cas précis pouvant se présenter au vétérinaire dans l'exercice de ses fonctions, et nous noterons toujours les références légales exactes. Enfin, éventuellement, nous commenterons certaines de ces dispositions soit pour justifier leur bien-fondé qui peut paraître parfois sévère, soit pour constater leur insuffisance.

PREMIERE PARTIE

**LEGISLATION SANITAIRE COMMENTEE
DES MALADIES REPUTES CONTAGIEUSES
SPECIFIQUES DU PORC**

CHAPITRE PREMIER

LEGISLATION SANITAIRE DES MALADIES

Rouget, peste porcine, pasteurellose et salmonellose du porc

A) Mesures exclusivement sanitaires de limitation

Espèce visée : Espèce porcine (C.R., art. 224).

Déclaration (verbale ou de préférence écrite) : obligatoire par le propriétaire ou toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un porc atteint ou soupçonné d'être atteint de rouget, de peste porcine, de pasteurellose ou de salmonellose, vivant ou mort. Sont également tenus de faire la déclaration tous vétérinaires appelés à visiter l'animal vivant ou mort. Cette déclaration doit être faite immédiatement au maire de la commune où se trouve l'animal (C.R., art. 226).

Type d'arrêté préfectoral : déclaration d'infection d'un périmètre infecté.

I. — MESURES A PRENDRE DANS LA PORCHERIE

1° PORCS VIVANTS

a) *Vis-à-vis des malades* (cliniquement atteints) et des suspects (présentant des symptômes ou des lésions ne pouvant être rattachés d'une façon certaine à une maladie non contagieuse).

Isolément, séquestration, visite, recensement, marque (C.R., art. 228).

Lorsque l'existence de la peste porcine est constatée, tous les animaux de l'espèce porcine composant l'effectif infecté sont marqués à l'oreille gauche, à l'aide d'une pince emporte-pièce, d'une perforation en forme de T, dont les caractéristiques (branches de 7 mm de largeur et de 25 mm de longueur) ont été définies par l'A.M. du 8 avril 1955, relatif à la marque des animaux de l'espèce bovine reconnus tuberculeux et repris par l'A.M. du 14 août 1963.

Toutefois, lorsque l'application de ce procédé s'avérera difficile en raison de l'âge des animaux (truies et verrats reproducteurs), les porcs malades ou contaminés seront marqués au moyen d'une lettre T de 4 cm de hauteur, gravée au feu sur la face gauche de l'encolure (A.M., 6 janvier 1956).

Transport interdit avant la visite du vétérinaire sanitaire (C.R., art. 226).

Exposition, vente, mise en vente des porcs, atteints ou soupçonnés d'être atteints, interdites (C.R., art. 240).

La chair des porcs abattus comme atteints de *rouget* ne peut être vendue et livrée à la consommation (C.R., art. 253).

Lorsque des porcs ont dû être abattus comme atteints de peste porcine, de pasteurellose et de salmonellose, la chair ne peut être livrée à la consommation qu'en vertu d'une autorisation spéciale du maire, sur l'avis conforme, écrit et motivé, délivré par le vétérinaire sanitaire. Toutefois, les poumons et autres viscères doivent être détruits ou enfouis en observant les prescriptions légales. Le maire adresse immédiatement au préfet copie de l'autorisation qu'il a accordée ; il y joint un duplicata de l'avis formulé par le vétérinaire sanitaire et l'attestation que les poumons et autres viscères ont été détruits ou enfouis en sa présence ou en présence de son délégué (C.R., art. 254 et 141).

b) *Vis-à-vis des contaminés* (apparemment sains mais ayant été en contact avec les porcs atteints directement ou indirectement par intermédiaires animés ou inanimés (D., 6 octobre 1904, art. 2).

Vente autorisée pour la boucherie seulement. L'abattage aura lieu dans la localité, sous la surveillance du vétérinaire sanitaire qui fait l'autopsie, ou dans un abattoir public surveillé par un vétérinaire. Dans le cas de transport à l'abattoir, le vétérinaire sanitaire délivre un laissez-passer visé par le maire. Ce laissez-passer est rapporté au maire dans un délai de cinq jours, accompagné d'un certificat attestant que les porcs ont été abattus. Les animaux envoyés à l'abattoir ne peuvent y être transportés qu'en voiture (D., 6 octobre 1904, art. 83).

Dans le cas du rouget : inoculation préventive possible, mais après déclaration préalable au maire de la commune. Un certificat du vétérinaire opérateur, indiquant la date à laquelle l'inoculation a été déterminée et le nombre d'animaux inoculés, est remis au maire immédiatement après l'opération. Pendant les quinze jours qui suivent cette date, les animaux restent sous la surveillance du vétérinaire sanitaire et il est interdit de s'en dessaisir si ce n'est pour les faire immédiatement abattre (D., 6 octobre 1904, art. 86).

2° PORCS MORTS

Les cadavres subiront une destruction ou un enfouissement obligatoire dans les 24 heures.

Enfouissement interdit avant l'examen du vétérinaire sanitaire, à moins que le maire, en cas d'urgence, n'en ait donné l'autorisation spéciale (C.R., art. 226).

Enfouissement obligatoire dans un enclos communal spécialement affecté à cet usage, sauf pour les porcs au-dessous de six semaines (C.R., art. 274), et sauf dans un périmètre fixé par arrêté préfectoral autour des ateliers d'équarrissage autorisés, où il est interdit d'enfouir ou d'incinérer les cadavres d'animaux ou des lots de cadavres d'animaux pesant au total plus de 75 kg (C.R., art. 265). Les propriétaires ou détenteurs d'animaux morts, tels qu'ils viennent d'être définis, sont tenus d'en faire immédiatement la déclaration au maire de la com-

mune où se trouvent les cadavres (C.R., art. 264. et ils doivent les remettre en entier et non dépouillés à l'un de ces équarrisseurs (C.R., art. 265). Les propriétaires ou détenteurs de viandes, abats ou issues saisis par les services d'inspection de abattoirs publics ou privés, sont tenus, lorsque le poids des parties saisies excède 75 kg., d'en faire immédiatement la déclaration au maire de la commune où se trouve l'établissement d'abattage et de remettre la totalité des parties saisies à l'un des équarrisseurs autorisés. La déclaration et la livraison ne sont obligatoires que si la saisie a été effectuée dans une commune située dans l'un des périmètres définis ci-dessus (C.R., art. 265). Dans la limite de ce périmètre, les équarrisseurs sont tenus de procéder à l'enlèvement des cadavres et des viandes saisies. Celui-ci doit être effectué dans les 24 heures qui suivent la réception de l'avis du maire (C.R., art. 267).

Transport à l'atelier d'équarrissage ou à la fosse d'enfouissement en véhicules étanches.

Les véhicules sont disposés de manière qu'aucune matière solide ou liquide ne puisse s'en échapper pendant le trajet ; ils sont immédiatement nettoyés et désinfectés ainsi que tous les objets ayant été en contact avec les animaux morts ou abattus comme atteints de la maladie.

Les conducteurs et autres personnes employées au chargement ou déchargement et à l'enfouissement des cadavres sont soumis aux mesures de désinfection jugées nécessaires (D., 6 octobre 1904, art. 84).

3° LOCAUX DE LA PORCHERIE

Mise en interdit, ainsi que le périmètre délimité déclaré infecté (C.R., art. 228).

Le vétérinaire constate et au besoin prescrit les mesures de *désinfection* immédiatement nécessaires. La désinfection est obligatoire au cours de la maladie (C.R., art. 227) à l'aide de l'un des antiseptiques légalement autorisés :

— Solutions d'hypochlorite de sodium, de potassium et de calcium titrant 1 degré chlorométrique.

— Lait de chaux préparé au moment de l'emploi avec de la chaux vive dans la proportion de 10 %.

— Solution de soude caustique (hydroxyde de sodium) titrant 30 g par litre.

— Solution de formol commercial titrant 3 g d'aldéhyde formique par litre.

(A.M., 28 février 1957, art. premier).

Le nettoyage et la désinfection comprennent les opérations ci-après :

— Retirer des locaux, des véhicules ou des quais, la litière et les déjections abondamment arrosées au préalable avec le désinfectant.

— Détacher du sol ou du plancher et des parois, à l'aide d'un racloir ou d'un crochet approprié, les matières adhérentes à leur surface ou remplissant les joints et balayer ces immondices.

— Enlever les cordes, longes, etc., ayant servi à attacher les animaux.

— Après ce nettoyage, procéder, avec de l'eau en pression, au lavage et au brossage de toutes les surfaces et accessoires souillés par les déjections ou la bave des animaux de manière à ne laisser subsister aucune trace de déjection ou de litière. L'extérieur des véhicules doit être également lavé.

— Lorsque le local ou le véhicule ou le quai sont suffisamment ressuyés, soumettre à l'action du désinfectant ou badiageonner au lait de chaux toutes les surfaces qui peuvent avoir été au contact des animaux ou contaminés par leur bave ou leurs déjections : sol, plancher, parois, portes, volets et leur entourage, barreaux de claire-voie, boucles de fer, etc... (A.M., 28 février 1957).

Ces techniques de désinfection sont générales et ne s'appliquent pas seulement aux locaux de porcherie, mais nous avons voulu les donner intégralement.

Levée de l'arrêté d'infection :

— *Dans le cas de l'abattage de tous les porcs qui se trouvaient dans les locaux, cours, enclos, etc., déclarés infectés : levée immédiate après désinfection.*

— *Dans le cas contraire : après un délai de 45 jours, sans qu'il se soit produit un nouveau cas de maladie et après constatation par le vétérinaire sanitaire que toutes les prescriptions relatives à la désinfection ont été exécutées (D., 6 octobre 1904, art. 87).*

— *Rouget : dans le cas de l'inoculation préventive de tous les contaminés : 15 jours après l'opération, à la condition qu'aucun nouveau cas de maladie ne se soit déclaré parmi ces animaux et après constatation par le vétérinaire sanitaire de l'accomplissement des prescriptions relatives à la désinfection (D., 6 octobre 1904, art. 87).*

II. — MESURES A PRENDRE DANS LES FOIRES ET MARCHES

Malades et contaminés appartenant au même propriétaire sont mis en fourrière jusqu'à complète guérison de la maladie. Pendant la durée de la séquestration, le propriétaire peut faire abattre ses animaux.

L'abattage des animaux malades a lieu dans la localité même, sous la surveillance du vétérinaire-inspecteur du marché. Les animaux simplement contaminés peuvent être envoyés à l'abattoir public le plus voisin.

Les porcs appartenant à d'autres propriétaires, ayant été en contact sur le marché ou pendant le transport avec les malades, sont marqués et ne peuvent sortir du marché qu'avec un laissez-passer délivré par le vétérinaire-inspecteur. Ce laissez-passer lui est renvoyé dans un délai de 5 jours, revêtu du visa du maire de la commune où les animaux ont été conduits. Dès l'arrivée des animaux, le maire de la dite commune informe le vétérinaire sanitaire qui visite ces animaux et adresse son rapport au préfet (D., 6 octobre 1904, art. 94).

Désinfection des foires et des marchés : tous les lieux locaux et objets en contact avec les animaux seront désinfectés après chaque tenue de foire ou de marché (C.R., art. 279).

III. — MESURES A PRENDRE VIS-A-VIS DES PORCS CIRCULANTS (voir, plus loin, A) Interminist., 9 mai 1964, art. premier, et A.M., 11 mai 1964)

IV. — MESURES A PRENDRE A L'IMPORTATION, A L'EXPORTATION OU AU TRANSIT

1° IMPORTATION ET TRANSIT (C.R., art. 244, 245, 247 à 251)

A la frontière de terre : marquage et refoulement des porcs malades et contaminés.

A la frontière de mer : abattage immédiat des animaux malades et contaminés. L'abattage a lieu sous la surveillance du vétérinaire-inspecteur du port, dans la localité même, au clos d'équarrissage pour les porcs malades, à l'abattoir pour les animaux suspects ou contaminés (D., 11 juin 1905, art. 15).

Animaux vivants : Est prohibée l'importation sous tous régimes douaniers dans le territoire douanier métropolitain, y compris la Corse, ainsi que dans chacun des départements français d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des animaux désignés ci-après de toute provenance :

— Animaux vivants de l'espèce porcine ;

— Autres animaux vivants : des espèces gibiers (porcins)- (A.M., 8 avril 1964).

Produits : Est prohibée l'importation sous tous régimes douaniers dans le territoire douanier métropolitain, y compris la Corse, ainsi que dans chacun des départements français d'outre-mer, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des produits désignés ci-après de toute provenance : viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou

congelés, de l'espèce porcine (domestique ou non) ; autres viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, de gibier (porcins) ; lard, y compris la graisse de porc non pressée ni fondue, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés ; viandes et abats comestibles de porcins, salés ou en saumure, séchés ou fumés ; soies brutes de porc, de sanglier ; déchets de ces soies ; boyaux, vessies et estomacs frais entiers ou en morceaux de porcins ; tendons et nerfs, rognures et autres déchets similaires de peaux brutes (porcins domestiques ou sauvages) ; os et cornillons bruts, poudres et déchets de ces matières de porcins ; ongles de porcins ; bile, glandes et autres organes d'origine animale (de porcins domestiques ou sauvages) frais, réfrigérés, congelés ou conservés provisoirement d'une autre manière, mais non desséchés ; produits d'origine animale (porcins) non dénommés ni compris ailleurs ; animaux morts (porcins) impropres à la consommation humaine ; saucisses, saucissons et similaires crus, de viandes, d'abats ou de sang (de porcins domestiques ou sauvages) ; autres préparations de viandes ou d'abats crus (porcins domestiques ou sauvages) ; farines et poudres de viandes et d'abats impropres à l'alimentation humaine ; cretons ; peaux brutes (fraîches, salées vertes) (de porcins domestiques ou sauvages).

Des dérogations au présent arrêté pourront être accordées par le Ministre de l'Agriculture, soit à titre général, soit sur demande particulière des importateurs (A.M., 8 avril 1964).

2° EXPORTATION

Les garanties suivantes sont exigées pour les exportations vers la République Fédérale Allemande de porcs de boucherie et de viandes de porc.

a) *Porcs vivants* :

Les animaux doivent avoir séjourné au moins six semaines dans une exploitation située dans l'un des départements français agréés pour l'exportation. (Depuis l'Avis aux Exporta-

teurs, paru au J.O. du 25 mai 1962, tous les départements français sont agréés.)

Pendant ce délai de six semaines, aucun cas de maladie contagieuse de l'espèce porcine, en particulier de peste porcine, ne doit avoir été constaté dans l'exploitation qui, pendant ce même délai, aura été distante de plus de 15 km de tout foyer de peste porcine.

Le lieu d'expédition et les communes limitrophes doivent être, depuis au moins six semaines, indemnes de peste porcine. Le transport des porcs doit se faire à l'exclusion de tous autres animaux, en respectant un espace suffisant pour chaque porc, et dans des véhicules préalablement désinfectés.

Le transport des porcs vers les abattoirs allemands devra s'effectuer, soit par voie maritime, soit par wagon plombé, sans que l'itinéraire suivi traverse un département non agréé.

Les animaux doivent être reconnus en bon état de santé et notamment exempts de maladies contagieuses le jour de leur départ.

b) *Viandes de porc :*

Les viandes de porc doivent avoir été préparées :

— à partir de porcs ayant séjourné depuis six semaines dans l'un des départements français agréés pour l'exportation (tous sont agréés : voir porcs vivants) ;

— à partir d'animaux répondant aux mêmes garanties sanitaires que celles exigées pour l'exportation des porcs vivants vers la République Fédérale Allemande ;

— dans l'un des abattoirs des départements autorisés, qui ont été agréés pour l'exportation de viandes vers la République Fédérale Allemande.

Les carcasses doivent être apportées entières ou découpées en demi-carcasses ; celles-ci doivent alors être marquées de telle sorte qu'il soit possible de reconnaître leur appartenance (carcasses reconstituées. La tête, le diaphragme et les reins doivent être adhérents à la carcasse ; les poumons, le cœur, la graisse de rognons et la panne ne sont pas exigés).

Le lard dorsal peut être exporté séparément (frais, réfrigéré, congelé ou salé) (Avis aux Exportateurs, J.O., 25 mai 1962).

Peuvent aussi être exportés séparément :

Poumons	} Avec ganglions lymphatiques adhérents	} dans des récipients hermétiques
Foies		
Rates		
Fressures		
Reins		
Cœurs		
Lards (poids supérieur à 4 kg)		
Pieds et têtes		

(C.M., n° 91302 du 9 février 1961 et
C.M., n° 416 du 7 janvier 1963)

B. — MESURES EXCLUSIVEMENT SANITAIRES D'ERADICATION

1° PRINCIPE

D'une façon générale, le Ministre de l'Agriculture peut, suivant les modalités prévues par un arrêté conjoint des Ministres de l'Agriculture et des Finances, prendre toutes les mesures destinées à poursuivre l'extinction des maladies des animaux, réputées contagieuses. Dans ce cas, il peut, par arrêté, rendre applicable à plusieurs départements ces mesures conformément à la loi sur le Code Rural et au décret du 6 octobre 1904,

Des décrets en Conseil d'Etat définiront les modalités selon lesquelles pourront être prises les mesures de lutte contre les maladies des animaux non ainsi réputées contagieuses (D., 18 février 1963).

Le Comité Consultatif des épizooties donne son avis sur les mesures que peut exiger une maladie. Le ministre lui communique tous les renseignements relatifs aux épizooties.

Le Ministre de l'Agriculture peut accorder aux exploitants qui en font la demande, en vue du diagnostic, de l'élimination des animaux malades, des subventions dont le montant

est déterminé par des arrêtés conjoints des Ministres de l'Agriculture et des Finances (C.R., art. 214).

2° MODALITÉS

A) ABATTAGE :

L'abattage et la destruction, après estimation, des suidés atteints ou contaminés de peste porcine, pourront être ordonnés par le Ministre de l'Agriculture dans la limite des crédits dont il dispose sur tout ou partie du territoire et pour toute période qu'il jugera utile.

Il sera alloué aux propriétaires d'animaux abattus une indemnité égale :

— au tiers de la valeur d'estimation pour les sujets atteints. Ce montant pourra être porté à 75 p. 100 de la valeur d'estimation si le nombre d'animaux atteints est inférieur au tiers de l'effectif total du troupeau. L'indemnité pourra être portée à 90 p. 100 dans ce dernier cas si les porcins de l'exploitation ont été vaccinés contre la peste porcine dans les conditions et les délais fixés par le Ministre de l'Agriculture ;

— à la totalité de la valeur d'estimation pour les animaux contaminés dans les cas où les porcins de l'exploitation ont été vaccinés contre la peste porcine dans les conditions et les délais fixés par le Ministre de l'Agriculture. Dans le cas contraire, l'indemnité sera égale à 75 p. 100 de leur valeur d'estimation.

Pour l'établissement de la valeur d'estimation des porcins, il sera fait abstraction de l'existence de la peste porcine.

Dans le cas où les viandes des animaux abattus auront été livrées en vue de la consommation, le produit de leur vente, perçu par le propriétaire, sera déduit de l'indemnité calculée dans les conditions énoncées ci-dessus (A. Interministériel, 9 mai 1964).

Mesures à prendre sur le lieu des foyers d'abattage

1° Dans le cas où la peste porcine est constatée et lorsque l'abattage des porcins atteints ou contaminés est ordonné, conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 9 mai 1964, le Directeur départemental des services vétérinaires rend compte immédiatement au Chef du Service Vétérinaire, par téléphone, de l'apparition des foyers, de leur localisation, des circonstances et des conditions de l'abattage.

Un arrêté préfectoral pris sur proposition du Directeur départemental des services vétérinaires délimite, pour chaque foyer de la maladie, un périmètre déclaré infecté. Ce périmètre englobe une zone de séquestration, une zone d'interdiction et une zone d'observation.

— La zone de séquestration comprend, en totalité ou en partie, l'exploitation dans laquelle la maladie a été constatée.

— La zone d'interdiction comprend la totalité du territoire situé à la périphérie de la zone de séquestration, jusqu'à 2 km au minimum des limites de cette dernière. Elle doit être étendue à toutes les exploitations, à tous les locaux, emplacements ou passages qui peuvent être considérés comme contaminés, directement ou indirectement.

— La zone d'observation comprend la totalité du territoire situé à la périphérie de la zone d'interdiction, jusqu'à 10 km au minimum des limites de cette dernière.

2° Les mesures suivantes sont applicables dans la zone de séquestration :

a) *Les animaux morts sont détruits ou enfouis* dans les conditions prévues à l'article 241 du Code Rural ;

b) *Tous les animaux domestiques vivants sont recensés.* Les porcins sont visités. Les animaux autres que les porcins malades, suspects ou contaminés sont séquestrés ;

c) *Les porcins malades, suspects ou contaminés, après estimation et sur décision du Directeur départemental des Services vétérinaires, sont :*

- soit abattus sur place et détruits ou enfouis dans les conditions prévues à l'article 241 du Code Rural ;
- soit enlevés vivants, en véhicule étanche, par les soins d'un équarrisseur régulièrement autorisé. Dans ce cas, ils doivent être marqués dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 6 janvier 1956.

Toutefois, dans certains cas et après décision du Ministre de l'Agriculture, la viande des porcins contaminés peut, après stérilisation, être livrée à la consommation. Les animaux contaminés, marqués avant le départ de l'exploitation dans les conditions prescrites par l'arrêté ministériel du 6 janvier 1956, sont transportés vivants en véhicule routier étanche, dans un abattoir public ou industriel agréé par le Directeur départemental des Services vétérinaires. Après l'abattage, leurs carcasses sont acheminées à destination d'un établissement de transformation où la viande est soumise à la stérilisation. L'établissement de transformation doit être agréé par le Ministère de l'Agriculture et soumis à une inspection vétérinaire permanente, comprenant un ou plusieurs agents à temps complet ;

d) *L'estimation prévue* est faite par le Directeur départemental des Services vétérinaires ou son représentant, en accord avec le propriétaire. En cas de désaccord, elle est assurée par un expert choisi par le propriétaire sur une liste fixée par arrêté préfectoral après avis des organismes professionnels agricoles. Si le propriétaire refuse de désigner l'expert, le Directeur départemental des Services vétérinaires prend acte de ce refus et procède d'office à l'estimation.

En cas d'urgence, l'estimation peut être effectuée après réalisation de l'abattage ;

e) *L'entrée dans la zone de séquestration et la sortie de cette zone* sont interdites à tout animal, objet ou produit, sauf autorisation délivrée dans les conditions fixées par arrêté préfectoral, pris sur avis du Directeur départemental des Services vétérinaires, qui prescrit les mesures à prendre pour éviter la

contagion. L'entrée et la sortie des personnes sont subordonnées à l'exécution des mesures qui sont prescrites dans le même but ;

f) *La désinfection* est pratiquée sur les indications et sous le contrôle du Directeur départemental des Services vétérinaires ou de son représentant ;

g) *Les mesures applicables dans la zone de séquestration sont levées :*

- soit après enlèvement des porcins à abattre dans un établissement d'équarrissage ou un abattoir agréé ;
- soit lorsque l'abattage est pratiqué sur place, après la fin des opérations d'abattage et de destruction ou d'enfouissement des cadavres.

En aucun cas, la levée de ces mesures ne peut être prononcée avant la désinfection.

La zone de séquestration est alors incluse dans la zone d'interdiction et devient justiciable des mesures applicables à cette dernière.

3° Les mesures suivantes sont applicables dans la zone d'interdiction :

a) *Les porcins domestiques sont visités et recensés ;*

b) *L'entrée et la circulation dans la zone d'interdiction, la sortie hors de cette zone, sont interdites pour les porcins pendant la durée de quinze jours.*

Toutefois, le délai de quinze jours étant expiré, l'entrée des porcins dans l'ancienne zone de séquestration, en vue du repeuplement, est subordonnée à la condition que cinq porcs d'épreuve âgés de plus de six semaines, identifiés et vaccinés contre la peste porcine classique depuis plus de dix jours et moins d'un an, n'aient présenté aucun signe de maladie contagieuse dans les quatre semaines suivant leur introduction dans cette zone.

Les animaux de repeuplement, comme les animaux d'épreuve, doivent avoir été identifiés et vaccinés contre la

peste porcine classique depuis plus de dix jours et moins d'un an préalablement à leur introduction dans l'ancienne zone de séquestration.

Dans le cas où la peste porcine viendrait à être constatée dans les quatre semaines suivant leur introduction dans l'ancienne zone de séquestration, soit sur les animaux d'épreuve, soit sur les animaux de repeuplement, l'entrée des porcins dans cette zone sera interdite pendant un délai de trois mois ; le repeuplement à l'expiration de ce dernier délai sera subordonné aux conditions ci-dessus énoncées ;

c) *Tous rassemblements de porcins* et notamment les foires et marchés de porcs sont interdits pendant une durée de quinze jours ;

d) *L'entrée et la circulation dans la zone d'interdiction*, la sortie de cette zone, sont interdites pendant une durée de quarante-huit heures pour les animaux autres que les porcins, sauf autorisation délivrée dans les conditions fixées par arrêté préfectoral pris sur avis du Directeur départemental des Services vétérinaires.

4° La vaccination et l'identification des porcins prévues au paragraphe 3 b), doivent avoir été effectuées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 mai 1964, relatif à l'abattage dans les cas de peste porcine (peste porcine classique et peste porcine africaine) et à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus.

La vaccination doit avoir fait l'objet d'une attestation par un vétérinaire sanitaire.

5° Les mesures applicables à la zone d'observation sont celles prescrites pour la zone d'interdiction au paragraphe 3 b) et c).

6° Toute infraction aux dispositions du présent arrêté peut entraîner la perte des indemnités prévues par l'arrêté interministériel du 9 mai 1964 relatif à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus dans les cas de peste porcine

(peste porcine classique et peste porcine africaine) (A.M., 11 mai 1964).

*
**

L'abattage et la destruction des animaux de l'espèce porcine sont ordonnés, sur tout le territoire, dans les foyers de peste porcine existants ou nouveaux.

Les indemnisations prévues à l'arrêté interministériel du 9 mai 1964 en fonction de la vaccination des porcins sont subordonnées à l'attestation, délivrée par un vétérinaire sanitaire, que cette vaccination a été pratiquée contre la peste porcine classique conformément aux instructions du ministre de l'agriculture. Notamment, la vaccination sera prise en considération lorsqu'elle aura été effectuée depuis plus de dix jours et moins d'un an sur tous les porcins de l'exploitation âgés d'au moins six semaines avec un virus-vaccin modifié et selon la technique de la vaccination ou de la séro-vaccination.

Les porcins vaccinés doivent être identifiés, au niveau d'une oreille à l'aide d'un numéro. Les procédés et les numéros d'identification utilisés à cette fin doivent faire l'objet d'un agrément du ministère de l'agriculture.

L'attestation de la vaccination doit être rédigée sur un certificat conforme au modèle prévu par le ministère de l'agriculture. Ce certificat peut être individuel ou collectif. Il doit indiquer, notamment, le numéro d'identification des animaux vaccinés. Il est établi en trois exemplaires. L'original est remis au détenteur des animaux. Le deuxième exemplaire est adressé à la direction des services vétérinaires du département où la vaccination a été effectuée. Le troisième exemplaire reste en possession du vétérinaire sanitaire (A.M., 11 mai 1964).

Rémunération des experts

Les experts chargés de procéder à l'estimation des animaux dont l'abattage a été ordonné pour cause de maladie sont rémunérés à la vacation sur les bases suivantes :

— 15 francs pour la première exploitation visitée dans la journée ;

— 12 francs pour chacune des suivantes.

Il ne peut être alloué plus de trois vacations par demi-journée.

Les experts appelés à procéder à des estimations d'animaux hors de leur commune de résidence sont indemnisés de leurs frais de déplacement dans les conditions prévues par le décret du 21 mai 1953 en faveur des agents de l'Etat classés en groupe III.

Les intéressés peuvent, en outre, être autorisés à utiliser leur voiture personnelle. Ils reçoivent, dans ce cas, des indemnités kilométriques dans les conditions et au taux prévus en faveur des agents de l'Etat classés dans le groupe B.

Les sommes dues aux intéressés leur sont réglées sur présentation d'un mémoire justificatif, conformément aux dispositions des articles précédents (A., 26 novembre 1962).

Peste porcine africaine : menace aux frontières

Les A.M. des 9 et 11 mai 1964 rendant obligatoire l'abattage dans les foyers actuels et nouveaux de peste porcine sur tout le territoire français s'adressent aussi bien à la peste porcine africaine qu'à la peste porcine classique.

B) MESURES COMPLÉMENTAIRES

La Peste porcine africaine (Maladie de Montgomery) continue de sévir avec la plus grande acuité sur le territoire espagnol où elle a entraîné, pour la seule année 1960, des pertes s'élevant à plus de 50 millions de francs.

Il importe, outre les mesures d'abattage déjà prescrites par l'A.M. du 11 mai 1964 dans les foyers de pestes porcines existants ou nouveaux, de prendre d'urgence toutes les dispositions nécessaires pour que cette grave maladie ne puisse s'étendre et pénétrer sur notre territoire.

Il s'avère notamment nécessaire, pour pallier ce danger, de prendre des mesures de précaution en ce qui concerne le trans-

port et l'utilisation des eaux grasses, l'usage de la vaine pâture et l'accès des porcs aux dépôts de déchets ménagers.

1° *Utilisation et transport des eaux grasses et des déchets organiques :*

L'utilisation des eaux grasses et déchets de cuisine pour l'alimentation des porcins est interdite. Toutefois, en cas de nécessité laissée à son appréciation, le Préfet peut autoriser leur utilisation après enquête et avis du Directeur départemental des Services vétérinaires.

Cette autorisation ne peut être accordée, quel que soit l'établissement d'où ils proviennent et quand bien même ils seraient destinés à être consommés sur place, si les eaux grasses et déchets de cuisine ne sont pas soumis à une cuisson, à la diligence de l'utilisateur, pendant une heure à la température de 100° centigrades au moins.

Elle ne peut, également, être accordée dans le cas où l'utilisateur ne dispose pas d'un équipement de cuisson adéquat.

L'autorisation d'utiliser les eaux grasses et déchets de cuisine pour l'alimentation des porcins est délivrée par le Préfet sur demande écrite de l'utilisateur. Cette demande doit comporter :

- le nom et l'adresse de l'exploitant de l'élevage porcin ;
- la désignation des établissements de provenance des eaux grasses et déchets de cuisine ;
- l'engagement de l'exploitant de donner toutes facilités au Directeur départemental des Services vétérinaires en vue du contrôle des conditions de cuisson.

Dans le cas où leur utilisation est autorisée par le Préfet, le transport des eaux grasses et déchets de cuisine doit être effectué dans des récipients métalliques parfaitement étanches. Les véhicules et le matériel servant au transport ainsi que les récipients utilisés doivent, après chaque voyage, être nettoyés et lavés à grande eau, ensuite être soigneusement désinfectés avec une solution de soude caustique à 2/1.000.

L'inobservation des dispositions prescrites en ce qui concerne l'utilisation des eaux grasses et déchets de cuisine pour l'alimentation des porcins, pourra entraîner de la part du Préfet, après avis du Directeur départemental des Services vétérinaires, la suspension temporaire ou définitive de l'autorisation accordée dans les conditions énoncées.

Est interdite sur l'ensemble du territoire :

— la sortie des abattoirs à l'état cru, en vue de l'alimentation des porcins, des viandes, abats et issues saisis ou non et, d'une manière générale, de tous les déchets organiques d'origine animale (A.M., 11 mai 1964, art. 7 à 10, et A.I.M., 9 mai 1964).

2° *Vaine pâture :*

La pratique de cette coutume présente, dans les communes frontalières, des risques certains en raison des contacts que peuvent avoir les porcs élevés sur notre territoire, soit avec des porcs appartenant à des ressortissants espagnols et susceptibles d'être porteurs de virus, soit avec des sangliers infectés.

Il convient donc de mettre en application les dispositions réglementaires tendant à éviter ces contacts, tout particulièrement dans les communes limitrophes des frontières franco-espagnole et franco-andorrane.

3° *Accès des porcs aux dépôts de déchets ménagers :*

La divagation des animaux sur les dépôts d'ordure et de déchets ménagers et, d'une manière générale, la divagation des porcins est interdite (A.M., 11 mai 1964, et A.I.M., 9 mai 1964).

4° *Circulation des porcs :*

Dans le but de prévenir l'apparition, d'enrayer le développement et de poursuivre l'extinction de la fièvre aphteuse et de la peste porcine, le Ministre de l'Agriculture peut, par arrêté, réglementer ou interdire la circulation des animaux des espèces sensibles à ces maladies (A.I.M., 9 mai 1964, art. premier).

*
* *

1° Sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 4, les dispositions prévues aux paragraphes suivants 2 et 3 sont applicables à chacun des départements suivants : Ariège, Aude, Haute-Garonne, Gers, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées et Pyrénées-Orientales.

2° La sortie et la circulation des porcins hors des exploitations sont réglementées comme suit :

— Les animaux destinés à l'abattage doivent être conduits directement à destination d'un abattoir public ou industriel. Ils doivent être accompagnés d'un laissez-passer délivré par un vétérinaire sanitaire.

Le laissez-passer est établi en trois exemplaires : l'original est remis au détenteur des animaux ; le deuxième exemplaire est immédiatement adressé par le vétérinaire sanitaire au Directeur départemental des Services vétérinaires de leur département d'origine. Le troisième exemplaire reste en possession du vétérinaire sanitaire. L'original doit être adressé par le détenteur des animaux, après l'abattage attesté par le vétérinaire-inspecteur et dans les cinq jours qui suivent la délivrance du laissez-passer, au Directeur départemental des Services vétérinaires de leur département d'origine.

— Les animaux destinés à l'élevage doivent être accompagnés d'un certificat délivré par un vétérinaire sanitaire attestant qu'ils ont été vaccinés contre la peste porcine classique depuis plus de dix jours et moins d'un an avec un virus-vaccin modifié, selon la technique de la vaccination ou de la séro-vaccination.

Le certificat de vaccination est établi en trois exemplaires. L'original est remis au détenteur des animaux. Le deuxième exemplaire est adressé au Directeur des Services vétérinaires du département où la vaccination a été effectuée. Le troisième exemplaire reste en possession du vétérinaire sanitaire.

3° Dans le cas où les animaux destinés à l'élevage ne circulent pas hors des limites de leur département d'origine, le

certificat de vaccination prévu au paragraphe 2 peut être remplacé par un certificat d'origine et de santé délivré par un vétérinaire sanitaire.

Ce certificat doit attester que :

- les animaux sont indemnes de maladie contagieuse ;
- l'exploitation d'origine est indemne de peste porcine depuis plus de deux mois ;
- l'exploitation d'origine se trouve hors d'un périmètre déclaré infecté de peste porcine.

Le certificat d'origine et de santé ne doit pas avoir été délivré depuis plus de trois jours. Il est établi en trois exemplaires. L'original est remis au détenteur des animaux. Le deuxième exemplaire est immédiatement adressé au Directeur des Services Vétérinaires de leur département d'origine. Le troisième exemplaire reste en possession du vétérinaire sanitaire.

4° Les dispositions suivantes sont applicables à la zone s'étendant depuis la frontière pyrénéenne jusqu'à 20 km à l'intérieur des départements de l'Ariège, de la Haute-Garonne, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Orientales :

- les foires, marchés et tous rassemblements de porcins sont interdits ;
- les porcins vivants ne peuvent sortir et circuler hors des exploitations qu'à destination directe d'un abattoir public ou industriel de leur département d'origine, dans les conditions prévues au paragraphe 2, prescrivant un laissez-passer ;
- les porcins vivants ne peuvent entrer et circuler dans cette zone que s'ils sont accompagnés du certificat de vaccination.

5° Les porcins visés aux paragraphes 2, 3 et 4 doivent, dans tous les cas, être identifiés au niveau de l'oreille à l'aide d'un numéro.

Les procédés et les numéros d'identification utilisés à cette fin doivent faire l'objet d'un agrément du Ministère de l'Agriculture.

6° Les laissez-passer, les certificats attestant la vaccination et le certificat d'origine et de santé prescrits aux paragraphes 2, 3 et 4, doivent être conformes au modèle prévu par le Ministère de l'Agriculture. Ils peuvent être individuels ou collectifs. Ils doivent indiquer, notamment, le numéro d'identification des animaux (A.M., 11 mai 1964, art. 1 à 6).

CHAPITRE II

COMMENTAIRES SUR LA LEGISLATION SANITAIRE DES MALADIES

Rouget, peste porcine, pasteurellose et salmonellose du porc

I. — DE LA DENOMINATION DES MALADIES

La législation de ces quatre maladies nous apparaît donc confondue à quelques détails près et c'est pour cette raison que nous avons voulu les réunir. Cependant, le rouget du porc fut, dès la loi de 1898, séparé des autres maladies porcines, longtemps désignées en bloc sous la dénomination imprécise de « Pneumo-entérite infectieuse » du porc.

Toutefois, la distinction entre la peste porcine et la pneumo-entérite infectieuse était déjà prescrite aux directeurs départementaux des services vétérinaires dans leur statistique de quinzaine (B.S., n° 556). C'est en avril 1955, à la publication du Code Rural, que cette distinction fut formelle, indiquant par là qu'il convenait de considérer séparément :

— d'une part, la peste porcine pure aiguë, épizootique, relativement rare, mais spécialement contagieuse et diffusible ;

— d'autre part, la peste porcine compliquée de diverses bactéries de sortie, beaucoup moins virulentes, au nombre desquelles le législateur a retenu exclusivement *Pasteurella* et *Salmonella*.

Cette dernière restriction est contestable en raison :

— du caractère enzootique et grave de pneumonies ou d'entérites infectieuses reconnaissant à leur origine d'autres bactéries (*Pseudomonas*, *Protéus*, *Bordetella*, *Streptococcus*) ;

— de l'absence de transmission à l'homme par voie digestive de *Pasteurella septica*, qui ne saurait donc être spécialement visée par le législateur, à l'inverse de *Salmonella*, bactérie transmissible, responsable de toxi-infections alimentaires ;

— de la nécessité, pour l'expert, non pas seulement de diagnostiquer une « pneumo-entérite » contagieuse, mais de recourir désormais au laboratoire pour connaître l'origine bactériologique exacte de la maladie, dont un porc ou un lot de porcs peuvent être atteints au cours d'une vente. En outre, depuis 1960, est apparue au Portugal et en Espagne la peste porcine africaine (Maladie de Montgomery), maladie très contagieuse et mortelle, semblable à la peste porcine classique, mais immunologiquement différente et ne comportant aucune vaccination spécifique. La proximité de ce danger appelle un durcissement des mesures sanitaires contre la peste porcine classique, qui s'orientent désormais vers l'éradication par abattage des porcs atteints et contaminés dans les foyers.

En effet, l'assainissement du cheptel porcin vis-à-vis de la peste porcine classique permettrait une révélation immédiate et sûre des premiers foyers de peste porcine africaine, à éliminer par abattage. Les mesures d'éradication deviennent communes aux deux pestes et concourent au but commun de l'éradication.

Aussi est-il justifié, malgré l'absence critiquable de la peste porcine africaine sur la liste des maladies réputées contagieuses, de considérer les mesures sanitaires actuelles communes aux deux pestes porcines et l'emploi du pluriel explicite l'esprit de la réglementation.

II. — DE L'ESPECE VISEE

La législation ne vise qu'une espèce, malgré le caractère ubiquitaire du bacille du Rouget et des bactéries de sortie de la peste porcine — *Pasteurella* et *Salmonella* — dont la dernière et le bacille spécifique sont particulièrement aptes à se transmettre à l'homme à partir de nombreux réservoirs ani-

maux. L'extension de cette législation à d'autres espèces reste cependant possible (C.R., art. 225) et, du reste, les textes réglementaires les plus récents en matière de peste porcine concernent non plus seulement le porc mais aussi les suidés domestiques et sauvages (porc, sanglier, phacochère, potamochère, pécari).

III. — DU PERIMETRE DECLARE INFECTE

L'arrêté préfectoral, portant déclaration d'infection dans un périmètre déterminé, semble sévère. Pour le Rouget, il semble en apparente contradiction avec son caractère peu contagieux, qui inciterait plutôt à une simple mise en surveillance. Cependant la possibilité d'une diffusion importante par les vecteurs animés (Rouget épizootique, envahissant et très meurtrier), l'existence de très nombreux porteurs de germes et la confusion possible, au début du moins, avec la peste porcine, justifient cette sévérité. Pour la peste porcine pure épizootique classique ou africaine, l'arrêté préfectoral est légitime mais il semble en apparente contradiction avec le caractère peu contagieux des germes de sortie, qui inciterait plutôt à une simple mise en surveillance. Cependant, la possibilité, exceptionnelle il est vrai, d'une diffusion importante de Pasteurellose ou de Salmonellose. l'existence de très nombreux porteurs de *Pasteurella* et de *Salmonella*, ainsi que la rémanence possible, chez eux, d'un virus pestique revivifiable, expliquent la rigueur de cette mesure dans le cas de peste compliquée. Le périmètre déclaré infecté sera néanmoins très différent, d'une part, pour les deux pestes porcines (très large) et, d'autre part, pour le Rouget, la Pasteurellose et la Salmonellose enzootique (en principe, l'exploitation seulement).

IV. — DES DIFFICULTES D'UN DIAGNOSTIC PRECIS : MALADES ET SUSPECTS

1° ROUGET

Il n'est généralement pas possible de porter un diagnostic clinique ou nécropsique de Rouget, en raison de l'absence de signes critères de la maladie. Aussi, le recours à la bactérioscopie rapide et, mieux encore, à un examen bactériologique complet, s'impose-t-il, après expédition au laboratoire d'un rein non ouvert et d'un os long non scié.

2° PESTES PORCINES - PASTEURELLOSE ET SALMONELLOSE

On doit distinguer formellement deux cas :

a) *Cas des pestes aiguës :*

Le diagnostic est le plus souvent porté sur la reconnaissance des signes critères, à la fois épidémiologiques (apparition graduelle chez les animaux de tous âges d'une maladie mortelle, généralement après un achat de porcs), cliniques (hyperthermie à 42°, parésie postérieure, diarrhée verdâtre et lésions cutanées hémorragiques), nécropsiques (hémorragies de la muqueuse gastro-intestinale, de la surface et du cortex des reins, des ganglions lymphatiques, de la rate). Seuls, certains syndromes hémorragiques d'origine nutritionnelle (Syndrome de Reilly-Selye) peuvent être confondus en raison d'une même allure épidémiologique (cas en série après transport), clinique et nécropsique (hémorragies cutanées et viscérales) et réclament la recherche expérimentale du virus pestique (succès de l'inoculation d'un broyat de rate à deux porcelets sains, échec de la même inoculation à deux porcelets vaccinés contre la peste. Le diagnostic différentiel des deux pestes est parfaitement décrit par la note d'information n° 165 de 1960).

b) *Cas de la Pasteurellose et de la Salmonellose :*

Il n'est généralement pas possible de porter le diagnostic clinique ou nécropsique de ces infections, en raison de l'ab-

sence de signes critères de la maladie (toutes les pneumonies et entérites infectieuses sont semblables). Aussi, le recours à la bactérioscopie rapide et, mieux encore, un examen microbiologique complet s'impose-t-il, après expédition au laboratoire d'un poumon, d'un segment intestinal ligaturé aux deux extrémités et d'un os long non scié.

Enfin, tous les animaux présentant des lésions cutanées congestives ou hémorragiques sont suspects dans une exploitation certainement infectée, ainsi que les porcs présentant d'autres signes de maladie (syndromes fébriles, arthrites, dyspnée et toux, diarrhée ou constipation alternées).

V. — DU MARQUAGE DES ANIMAUX MALADES ET SUSPECTS

La marque n'est pas explicitée dans le Rouget du porc. Il paraît peu favorable d'étendre au Rouget les dispositions de la peste porcine (pince emporte-pièce à l'oreille gauche et au feu à la face gauche de l'encolure : A.M. du 6 janvier 1956), afin de ne pas confondre les deux maladies. Cependant, la marque au ciseau étant trop légère, pour une période relativement longue, il peut être envisagé d'utiliser dans le Rouget le système de marque légale dans la peste porcine, du fait de la confusion ou de la coexistence possible des deux maladies. La marque au ciseau sera seulement employée dans le Rouget pour les porcs en contact avec des malades ou des suspects sur un marché. En effet, la section des soies chez les porcs à système pileux assez fourni est suffisante pour les délais très courts pendant lesquels cette marque est utile. De toutes façons, les conditions d'application des deux types de marques (pince emporte-pièce et au feu à l'encolure) sont toujours difficiles et quelquefois dangereuses sur les reproducteurs de grand format, car elles suscitent une vive douleur et des réflexes de défense vigoureux, qu'il convient de maîtriser par une contention bien comprise.

VI. — DES CONDITIONS DE LIVRAISON A LA CONSOMMATION DE LA CHAIR DES ANIMAUX MALADES OU SUSPECTS

Il est paradoxal de constater que le législateur a adopté une attitude plus sévère vis-à-vis des porcs atteints de Rouget (incapable de se transmettre à l'homme par ingestion de viandes contaminées) que vis-à-vis de ceux atteints de peste porcine (dont la chair est souvent septicémique et peut propager le virus non pas à l'homme insensible mais à des porcheries saines par l'intermédiaire des eaux grasses), de Pasteurellose et surtout de Salmonellose. Dans ce dernier cas, la saisie des viscères ne peut éliminer le danger de toxi-infections, exceptionnellement constatées avec *Pasteurella*, mais fréquentes avec *Salmonella*, en raison du caractère septicémique de ces germes. La sévérité du législateur vis-à-vis du Rouget s'explique cependant par le caractère très souvent septicémique de la viande des porcs abattus en évolution de la maladie et de la fréquence du portage de *Salmonella* chez le porc. Il n'est pas évoqué la possibilité d'une stérilisation bactériologique des porcs atteints de Rouget à l'aide de l'association sérum spécifique plus antibiotiques. Elle serait pourtant de nature à permettre une certaine récupération après un délai d'interdiction relativement court.

VII. — DE L'INOCULATION PREVENTIVE ET DES VACCINS

L'inoculation préventive (vaccination lorenzienne), prévue dans le cas de Rouget, n'est, à bon escient, pas évoquée dans la Pasteurellose et la Salmonellose, où les vaccins sont inefficaces. En revanche, les vaccins antiseptiques à virus inactivés, ou mieux, modifiés (virus vaccins lapinisés), efficaces et inoffensifs, sont mentionnés à juste titre en tant que méthode d'appoint dans le cadre d'une prophylaxie médicale et sanitaire associée d'éradication (vaccination annuelle des reproducteurs, vaccination systématique des porcs d'engrais avant

le 40° jour et leur commercialisation). La séro-inoculation pestique devrait être interdite, en particulier celle qui fait appel à des virus étrangers, dont il est possible d'interdire l'entrée en France (C.R., art. 214). Cette proposition ne vaut que pour la peste porcine classique mais reste valable pour le Rouget avec les vaccins à bacilles atténués et surtout tués. Par contre, la peste porcine africaine doit faire l'objet d'une draconienne éradication par abattage dans les premiers foyers.

VIII. — DE L'ERADICATION PAR ABATTAGE

Les mesures dictées par le législateur et à prendre dans les foyers d'abattage sont calquées sur celles spéciales à l'éradication de la fièvre aphteuse et de la peste aviaire.

Toutefois, nous voulons insister sur trois points importants en cette matière :

— l'infection par les deux pestes porcines à partir d'eaux grasses est fréquente et massive ; aussi convient-il de leur appliquer la réglementation dans toute sa rigueur ;

— la vaine pâture en région frontalière est un danger permanent. La réglementation laisse subsister le danger présenté par les sangliers. Une destruction systématique pourrait éventuellement être prévue avec des moyens appropriés, semblable à celle appliquée en 1954 à la frontière franco-allemande pour éviter la propagation d'une rage à renards grâce au gazage des terriers à la chloropicrine et aux battues ;

— la circulation des porcs constitue, à l'intérieur, l'un des plus graves dangers de propagation des pestes porcines et doit être réglementée selon les modalités définies par l'A.I.M. du 9 mai 1964 et l'A.M. du 11 mai 1964.

IX. — DES DISPOSITIONS SANITAIRES SPECIALES AUX FRONTIERES : IMPORTATION - EXPORTATION

Les exigences sanitaires imposées au commerce international des porcs sont certes temporaires et variables avec l'épidé-

miologie, mais nous avons voulu les citer à titre d'exemple et nous les retrouverons dans chaque chapitre. Elles démontrent l'ampleur des mesures nécessaires à la protection du cheptel et font partie intégrale de la législation sanitaire française actuelle.

DEUXIEME PARTIE

**LEGISLATION SANITAIRE COMMENTEE
DES MALADIES REPUTEEES CONTAGIEUSES
NON SPECIFIQUES DU PORC**

CHAPITRE PREMIER

LEGISLATION SANITAIRE DE LA RAGE

Espèce considérée : espèce porcine (C.R. art. 224)

Dispositions légales

I. — MESURES PERMANENTES

Les animaux dangereux doivent être tenus enfermés, attachés ou enchaînés et de manière qu'ils ne puissent causer aucun accident, soit aux personnes, soit aux animaux domestiques (C.R., art. 211).

En vue d'intensifier encore la lutte contre cette grave maladie, le Ministre de l'Agriculture insiste enfin tout particulièrement auprès des directeurs de laboratoires de diagnostic sur les faits suivants : « En vue d'intensifier la lutte contre la rage, il importe que tous les cas de maladie ou de suspicion observés chez les animaux soient aussitôt portés à ma connaissance. C'est pourquoi, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me transmettre, sous le timbre des Services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture, les résultats des examens ou analyses qui seraient pratiqués dans votre établissement, lorsque ceux-ci aboutiraient à la conclusion de l'existence ou de suspicion de la rage (C.M., 12 février 1958). J'appelle tout particulièrement votre attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que vous portiez à la connaissance des directeurs départementaux de la Santé les cas de rage authentifiés qui viendraient à vous être signalés » (C.M., 19 février 1958).

II. — MESURES TEMPORAIRES

Déclaration de la maladie au maire de la commune (C.R., art. 226). Type d'arrêté préfectoral : déclaration d'infection d'un périmètre infecté.

1° VIS-A-VIS DES PORCS MALADES (*cliniquement atteints*) :

— La rage, lorsqu'elle est constatée chez les animaux de quelque espèce qu'ils soient, entraîne l'abattage qui ne peut être différé sous aucun prétexte (C.R., art. 232).

— L'abattage se fait sur place ; il est ordonné par le maire de la commune.

— L'exposition, la vente ou la mise en vente de ces animaux sont formellement interdites (C.R., art. 240).

— La chair des animaux morts ou abattus comme atteints de rage ne peut être vendue ou livrée à la consommation (C.R., art. 253).

2° VIS-A-VIS DES PORCS CONTAMINÉS :

Lorsqu'un animal enragé a mordu des animaux de l'espèce porcine, le maire prend un arrêté pour mettre ces animaux sous la surveillance du vétérinaire sanitaire pendant une durée de trois mois. Ces animaux sont marqués et il est interdit au propriétaire de s'en désaisir avant l'expiration de ce délai. Toutefois, pendant les huit jours qui suivent celui de la morsure, ils peuvent être abattus pour la boucherie. L'abattage a lieu sur place, sous la surveillance du vétérinaire sanitaire, ou dans un abattoir public surveillé par un vétérinaire. Dans ce dernier cas, les porcs sont marqués au feu et le vétérinaire sanitaire délivre un laissez-passer visé par le maire, à qui il est rapporté dans les cinq jours de sa date, avec un certificat délivré par l'inspecteur de l'abattoir, attestant que ces porcs ont été abattus (D., 6 octobre 1904, art. 13).

L'arrêté du maire, portant la mise en surveillance des animaux de l'espèce porcine mordus par un animal enragé, doit

s'appliquer non seulement aux porcs sûrement mordus, mais aussi à ceux qui auraient pu l'être. Il doit considérer par exemple les porcs d'un même enclos dans lequel a circulé un chien enragé. Les animaux ainsi placés en surveillance seront en principe maintenus séquestrés. Toutefois, on pourra autoriser leur mise au pâturage tant qu'ils ne présenteront rien d'anormal. Bien entendu, cette autorisation cessera d'avoir son effet dès qu'un changement quelconque surviendra dans leur état (C.M., 1^{er} novembre 1904, art. 13.)

3° VIS-A-VIS DES CADAVRES (*porcs morts ou abattus*) :

Les mesures à prendre sont celles générales applicables au transport et à la destruction des cadavres que nous avons développées dans la première partie de ce travail (Législation sanitaire des maladies : Rouget, Peste porcine, Pasteurellose et Salmonellose du porc - Mesures à prendre dans la porcherie vis-à-vis des porcs morts) (D., 6 octobre 1904, art. 84 ; C.R., art. 226, 264, 265, 267, 274).

4° VIS-A-VIS DES LOCAUX DE LA PORCHERIE :

a) Mise en interdit ainsi que le périmètre déclaré infecté (C.R., art. 228).

b) La désinfection est obligatoire, immédiate (C.R., art. 227) à l'aide de l'un des antiseptiques autorisés (A.M., 28 février 1957, art. premier). Dans le cas de rage, la désinfection a lieu de la manière suivante :

- Lavage, avec l'un des désinfectants, des surfaces et des objets sur lesquels les animaux enragés ont pu répandre leur bave, sols, murs, bas-flancs, mangeoires, seaux, barbotoirs, etc...
- Arrosage, avec l'un des désinfectants, des litières, fumiers, restes d'aliments et de fourrages.
- Immersion prolongée, dans l'une des solutions désinfectantes, des brosses, éponges et autres matériaux, etc... (A.M., 1^{er} avril 1898, art. 17).

c) LEVÉE DE L'ARRÊTÉ D'INFECTION :

B. — MESURES A PRENDRE AUX FRONTIERES

Vis-à-vis des porcs malades et contaminés : aucune mesure légale n'est indiquée mais il convient d'appliquer dans toute sa rigueur l'article 232 du C.R. (abattage immédiat).

C. — COMMENTAIRES SUR CETTE LEGISLATION

I° L'ESPECE VISÉE :

La rage est réputée contagieuse dans toutes les espèces animales domestiques et sauvages :

domestiques	{	carnivores (chien et chat) ; herbivores (cheval, ruminant) ; porcs et oiseaux ;
sauvages	{	soit entretenus en captivité (parc zoologique, élevage d'animaux à fourrures) ; soit gibier (cerfs, chevreuils...) ; soit animaux sauvages (loups, renards, lynx, blaireaux, chauve-souris, vampires, en particulier les suidés, sangliers, phacochères, potamochères...).

Toutefois, parmi celles-ci, les carnivores domestiques et sauvages sont les plus sensibles, alors que l'espèce porcine considérée dans notre exposé est beaucoup moins réceptive. En effet, elle est souvent protégée des morsures inoculatrices par une couche importante de tissu adipeux.

II. — MESURES A PRENDRE A L'INTERIEUR DU PAYS

Les mesures offensives à l'intérieur du pays doivent céder le pas, en France, considérée comme indemne de rage, à quelques foyers occasionnels près, aux mesures défensives. Celles-ci, en effet, sont la base de la défense d'un territoire indemne

contre une invasion extérieure domestique ou sauvage. Cependant, en cas d'apparition d'un foyer rabique, des mesures sanitaires exclusives s'imposent. Elles sont parfaitement suffisantes pour assainir un territoire policé, sans réservoir sauvage important. Toutefois, certaines mesures médicales peuvent être envisagées, en raison de leur logique et de leur compatibilité avec les mesures sanitaires.

Les mesures permanentes défensives sont fondamentales ; correctement appliquées en tous lieux et en tous temps, elles s'opposent à la diffusion dans le pays des foyers rabiques. Les mesures temporaires ne s'appliquent qu'aux foyers eux-mêmes et constituent les mesures offensives.

1° La déclaration de la rage sera exigée :

- pour la rage confirmée chez toutes les espèces domestiques et sauvages ;
- pour la suspicion clinique de rage, uniquement chez les carnivores, la législation française ne considérant pas d'animaux suspects *a priori* dans les autres espèces ;
- pour le résultat positif d'un test histologique ou d'un test expérimental, surtout si le contexte épidémiologique et clinique paraît menaçant ;
- pour les morsures, griffures ou lèchements infligés à des animaux par d'autres animaux certainement enragés ou fortement suspects, surtout en fugue et si la rage est menaçante.

2° La délimitation d'un périmètre infecté est une mesure sévère. Or, la rage, maladie peu contagieuse au sens propre, essentiellement transmissible par morsure, exige cette mesure en raison, soit des fugues des chiens et des chats, transportant au loin le virus, quelquefois à des dizaines de kilomètres du foyer initial, soit de la transmission incontrôlable du virus par les animaux sauvages.

3° L'abattage obligatoire et immédiat des animaux enragés est justifié, compte tenu des dangers encourus par l'homme, particulièrement sensible à cette maladie, et d'une recrudescence

cence toujours possible de celle-ci sur notre territoire. En particulier, la législation française ne tient aucun compte, et à juste raison, de l'état de l'immunité que pourrait présenter un animal vacciné contre la rage.

4° *La livraison à la consommation de la chair des porcs atteints ou contaminés de rage :*

L'interdiction de livrer à la consommation la chair des porcs abattus comme atteints de rage est logique non tellement en raison du danger présenté par la consommation de viandes rabiques mais en raison de celui inhérent aux manipulations des animaux à l'abattoir (inoculation par esquille d'os en particulier). Il convient bien de distinguer l'abattage des porcs atteints, non consommables, et celui des animaux contaminés, dans les huit jours suivant la morsure infectante, pouvant être livrés à la consommation. En effet, en huit jours on peut estimer que le virus a très peu diffusé et n'a pas encore gagné les centres nerveux ni envahi tous les nerfs de l'Economie.

5° *La mise en surveillance des porcs contaminés et la vaccination :*

Le délai de trois mois de mise en surveillance des porcs contaminés est beaucoup trop faible. En effet, la durée d'incubation de la rage chez les porcs peut excéder six mois ou même un an, d'où le conseil d'abattage sous huit jours à donner aux propriétaires de tels animaux à l'engrais et ayant une certaine valeur économique. Il n'est pas interdit de vacciner soit ces porcs contaminés après morsures, griffades ou autre contact, soit leurs voisins de porcherie, surtout s'il s'agit de très bons reproducteurs. Ainsi, ces animaux ne contracteront sûrement pas la rage et cette mesure redresserait l'imprévoyance des textes qui n'assignent qu'une surveillance de trois mois, insuffisante en matière de rage. Enfin, en ce qui concerne la marque de ces animaux, devant le silence des textes, peut-être serait-il possible de prévoir la marque au T emportepièce utilisable et définie pour les porcins en matière de peste porcine.

CHAPITRE II

LEGISLATION SANITAIRE DU CHARBON BACTERIDIEN

A) Mesures exclusivement sanitaires à prendre à l'intérieur du pays

— *Espèce considérée* : espèce porcine (C.R., art. 224).

— *Déclaration de la maladie* : au maire de la commune (C.R., art. 226). De plus, les Préfectures devront faire connaître aux généraux commandant les corps d'armée, les communes dans lesquelles la maladie est observée afin que les fourrages achetés pour les chevaux de troupe ne proviennent pas d'une zone contaminée au moment de la récolte (C.M., 9 septembre 1903).

— *Type d'arrêté préfectoral* : arrêté de mise en surveillance.

I. — MESURES A PRENDRE DANS LA PORCHERIE

1° *Vis-à-vis des porcs malades (cliniquement atteints)* :

Ils sont recensés. Dès qu'un porc est reconnu malade, il est isolé et marqué au ciseau (D., 6 octobre 1904, art. 35, 37 et 77). Il est interdit de hâter, par effusion de sang, la mort des animaux malades (D., 6 octobre 1904, art. 78).

2° *Vis-à-vis des porcs contaminés (apparemment sains, mais ayant cohabité avec un malade ou ayant pu, directement ou indirectement, être en contact avec lui par des intermédiaires animés ou inanimés).*

Ils ne peuvent être vendus que pour la boucherie durant toute la durée de la surveillance. Les porcs vendus pour cette destination sont abattus sur place ou dans un abattoir public. Dans le cas de transport à l'abattoir, les porcs sont marqués au feu, et le vétérinaire délivre un laissez-passer visé par le maire. Ce laissez-passer est rapporté au maire dans un délai de cinq jours, avec un certificat du vétérinaire-inspecteur de l'abattoir, attestant que ces porcs ont été abattus (D., 6 octobre 1904, art. 39 et 77).

Les animaux envoyés à l'abattoir ne peuvent y être transportés qu'en voiture (D., 6 octobre 1904, art. 83).

3° *Vis-à-vis des porcs morts :*

La chair des porcs morts de maladie, quelle qu'elle soit, ou abattus comme atteints de charbon bactérien, ne peut être vendue et livrée à la consommation (C.R., art. 253).

Les cadavres subiront une destruction ou un enfouissement obligatoire dans les 24 heures (C.R., art. 241).

Les cadavres des animaux morts de charbon bactérien ne peuvent être enfouis qu'avec la peau tailladée. Ils seront enfouis préalablement recouverts de chaux vive, et de telle sorte que la couche de terre au-dessus du cadavre ait au moins un mètre d'épaisseur (C.A., art. 241). Lors de l'enfouissement, on effectuera un arrosage de la chaux qui entoure le cadavre avec de l'eau et on ne comblera la fosse qu'après un délai de 24 heures.

Aucune récolte de fourrage ne peut être effectuée sur les terrains réservés à l'enfouissement. Les herbes poussant sur ces terrains sont brûlées sur place (C.R., art. 274).

Enfouissement interdit avant l'examen du vétérinaire sanitaire à moins que le maire, en cas d'urgence, n'en ait donné l'autorisation spéciale (C.R., art. 226).

Quant aux conditions générales de transport à l'atelier d'équarrissage, ou à l'enclos communal d'enfouissement, elles ont été développées dans la première partie de ce travail (D., 6 octobre 1904, art. 84 ; C.R., art. 226, 264, 265, 267, 274).

4° *Vis-à-vis des locaux de la porcherie :*

Mise en interdit ainsi que le périmètre délimité, déclaré sous surveillance (C.R., art. 228).

La désinfection est obligatoire, immédiate (C.R., art. 227), à l'aide de l'un des antiseptiques autorisés (A.M., 28 février 1957, art. premier).

Dans le cas du charbon bactérien, la désinfection des locaux et des emplacements qui ont été occupés par les animaux malades comporte les opérations suivantes :

- arrosage des litières, fumiers et déjections avec l'une des solutions désinfectantes ;
- lavage, avec l'un des antiseptiques, du sol, des murs et de tous les objets ayant pu être souillés par les animaux malades ;
- avant le chargement des cadavres pour le transport à la fosse d'enfouissement ou à l'atelier d'équarrissage, la bouche, les cavités nasales, les yeux, l'anus, les organes génitaux, ainsi que les parties du corps souillées par les matières excrémentielles, sont lavés avec l'une des solutions désinfectantes. Les cavités nasales, la bouche et l'anus sont, en outre, transformés avec la même solution (A.M., 1^{er} avril 1898, art. 18).

Il est interdit, pendant la période de surveillance, d'introduire dans les locaux déclarés infectés, aucun animal des espèces chevaline, bovine, ovine, caprine et porcine. Exception est faite pour les animaux qui ont été soumis à l'inoculation préventive (D., 6 octobre 1904, art. 79).

Levée de l'arrêté de mise en surveillance :

La surveillance cesse quinze jours après la disparition du dernier cas de maladie (D., 6 octobre 1904, art. 36 et 77).

II. — MESURES A PRENDRE DANS LES FOIRES ET LES MARCHES

Les porcs malades sont mis en fourrière et séquestrés. Pendant la durée de la séquestration, le propriétaire peut faire abattre ces animaux malades. Les cadavres sont enfouis ou livrés à l'atelier d'équarrissage. Le transfert à cet atelier a lieu sous la surveillance d'un gardien spécial.

Les porcs contaminés appartenant au même propriétaire sont renvoyés dans la commune d'origine et signalés au maire pour être soumis aux mesures prescrites plus haut vis-à-vis des contaminés (D., 6 octobre 1904, art. 97).

Désinfection des foires et des marchés (C.R., art. 279).

III. — MESURES A PRENDRE A L'IMPORTATION

1° *Frontières de terre* : les porcs malades et contaminés sont marqués et refoulés.

2° *Frontières de mer* : les malades sont dirigés sur l'usine d'équarrissage et les contaminés sur un abattoir public (D., 11 juin 1905, art. 15).

IV. — MESURES A PRENDRE A L'EXPORTATION

A la demande des gouvernements de certains pays importateurs de brosses à barbe de fabrication française, les exportateurs de ces marchandises doivent produire un certificat de désinfection prouvant que les soies de porc utilisées sont exemptes des spores de l'anthrax (Note aux D.S.V., 23 avril 1949).

B) Mesures médicales

Les propriétaires qui désirent mettre en œuvre l'inoculation préventive doivent en faire préalablement la déclaration au

maire de leur commune. Un certificat du vétérinaire-opérateur, indiquant la date à laquelle l'inoculation a été terminée et le nombre des porcs inoculés, est remis, immédiatement après l'opération, au maire qui informe simultanément le préfet et le vétérinaire sanitaire. Ce dernier, pendant une durée de quinze jours, non compris celui de la dernière opération, aura les porcs inoculés sous sa surveillance. Durant cette surveillance, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir des porcs inoculés pour quelque destination que ce soit (D., 6 octobre 1904, art. 41).

La dénomination « Charbon bactérien » que nous avons adoptée est synonyme de « Fièvre charbonneuse ». Nous l'avons préférée en raison de son emploi plus large et de sa signification plus précise, rapportée au germe lui-même : *Bacteridium Anthracis*.

MESURES SANITAIRES DE LIMITATION.

1° *Mise en surveillance* : c'est une mesure peu sévère, légitimée par la faible contagiosité et le caractère enzootique de l'infection. En fait, la distinction entre l'arrêté déclaratif d'infection pris pour lutter contre les maladies très contagieuses et l'arrêté de mise en surveillance, réservé aux maladies peu contagieuses, n'est sanctionnée par aucune différence fondamentale de l'action sanitaire. Tout au plus, le périmètre déclaré infecté se limite-t-il à l'exploitation où s'est déclaré le charbon bactérien et les mesures destinées à lutter contre la propagation de la maladie dans ce périmètre sont-elles moins coercitives que dans le cas général.

2° *Isolement des malades* : cette simple mesure est justifiée par la faible contagiosité de la maladie (chez les bovins, on parle de mise à l'attache). Elle doit néanmoins s'accompagner de précautions sévères afin d'éviter la pollution des aliments destinés aux autres animaux de l'exploitation par la

salive, l'urine et les excréments des malades ; le charbon, maladie septicémique, est plus contagieux qu'on ne le soupçonne, à l'intérieur d'une exploitation.

3° *Porcs suspects dans une exploitation infectée* (présentant des symptômes ou des lésions ne pouvant être rattachés d'une façon certaine à une maladie non contagieuse) : la législation ne fait aucune mention spéciale concernant les suspects. Aussi doit-on interpréter ce silence des textes en considérant comme malades tous les porcs qui présentent un signe morbide, en raison de la gravité de l'infection, en raison aussi du faible taux de morbidité et de la clémence de la police sanitaire.

4° *Livraison à la consommation de la chair des porcs, atteints de charbon bactérien* : l'interdiction de livrer à la consommation la chair des porcs abattus comme atteints de charbon bactérien est dictée par la pathogénie de la maladie (l'évolution septicémique de l'infection entraînerait son rejet immédiat) et par le danger pour l'homme de manipuler ces viandes. Aussi, est-il préférable de ne pas transporter dans un abattoir les animaux infectés.

5° *Enfouissement ou destruction au centre d'équarrissage des cadavres* :

Le tailladage des peaux infectées par la spore charbonneuse est rendu nécessaire pour éviter leur utilisation, mais il risque de créer une aération du cadavre suffisante pour qu'une sporulation massive se produise et pollue largement les sols. Aussi, est-il souhaitable d'appliquer les prescriptions de la législation sanitaire vétérinaire militaire (B.O., n° 84), qui imposent l'application du fer rouge sur les peaux charbonneuses.

Pour nulle autre maladie, les règles de l'enfouissement ne sont aussi impératives que dans le cas de charbon bactérien. En effet, la pérennité de la pollution des sols par la spore charbonneuse impose d'interdire la pâture et la récolte des fourrages croissant au-dessus des cadavres enfouis et de res-

pecter une profondeur suffisante à la fosse. L'action destructive de la chaux vive est rendue plus efficace après l'arrosage à l'eau de la chaux en présence d'air. Il est évident, par surcroît, que la destruction des cadavres à l'équarrissage représente la meilleure solution, si tous les risques d'infection et de propagation par les sous-produits (poudre de sang, d'os, engrais ont été strictement éliminés)

6° *Surveillance du transport des animaux malades ou contaminés et des cadavres charbonneux* : elle est la véritable base de la prophylaxie sanitaire du charbon bactérien. En effet, impuissante à désinfecter les sols, puisque la spore est extrêmement résistante, la police sanitaire doit renoncer à l'éradication du charbon dans les zones polluées. En revanche, elle doit éviter la surinfection de ces sols (interdiction de saigner les animaux malades, respect des règles de l'enfouissement) et surtout l'infection des sols encore vierges tant par les malades que par les cadavres, les fourrages, les aliments et les engrais. Les véhicules de transport devront être parfaitement étanches, pour ces diverses raisons, et du type de ceux préconisés pour assurer le transport des animaux atteints de fièvre aphteuse.

La surveillance du transport à l'usine d'équarrissage par un gardien spécial est une mesure peu ou non appliquée et cependant excellente puisqu'elle offre une sécurité supplémentaire dans la lutte contre la diffusion de la maladie en territoire indemne.

MESURES MÉDICALES

La vaccination anticharbonneuse représente effectivement une inoculation préventive puisque le vaccin est vivant, donc dangereux. De ce fait, il serait opportun de reconsidérer les mesures de surveillance, tombées en désuétude, puisqu'elles permettent le contrôle des vaccinés et protègent les effectifs du charbon vaccinal. Les animaux vaccinés constituent, en territoire infecté, une « pépinière » de sujets non réceptifs

qui, seuls, sont admis à repeupler les exploitations ayant subi des pertes du fait du charbon. Dans les zones « maudites », la vaccination est devenue systématique, voire subventionnée par les collectivités locales, dans une sorte de prophylaxie collective un peu particulière.

La thérapeutique du charbon par les antibiotiques (pénicilline) n'est pas évoquée dans la législation, malgré son efficacité, son pouvoir stérilisateur, peut-être son aptitude à engendrer une immunité résiduelle post-thérapeutique. Cependant, sa considération ne modifierait pas les mesures actuelles, puisque le maintien de la surveillance de 15 jours découle de la vaccination systématique du cheptel dès l'apparition du premier cas de charbon.

CHAPITRE III

LEGISLATION SANITAIRE DE LA FIEVRE APHTEUSE

Espèce considérée : espèce porcine (C.R. art. 224)

A) Méthode classique sanitaire et médicale de limitation

I. — MESURES SANITAIRES

Déclaration de la maladie ou de sa suspicion obligatoire et immédiate au maire de la commune (C.R., art. 226 ; loi du 21 juin 1898, art. 31 ; C.M., 1^{er} novembre 1904 ; C.M., 9 mars 1955 ; C.M., 23 mars 1956 ; C.M., 6 juin 1957 ; C.M., 13 juin 1959).

Le Directeur des Services vétérinaires doit déclarer la maladie aux maires des communes limitrophes (C.M., 1^{er} novembre 1904, art. 61).

Des écriteaux portant les mots « Fièvre aphteuse » doivent être apposés sur des poteaux plantés aux limites des hameaux ou des communes infectés, ainsi que sur toutes les voies qui y donnent accès (D., 6 octobre 1904, art. 61).

Le Préfet doit veiller à ce que les poteaux indicateurs portant les mots « Fièvre aphteuse » soient convenablement placés afin que, dans le voisinage, nul n'ignore l'existence de la maladie et ne s'expose à servir d'intermédiaire à la contagion (C.M., 1^{er} novembre 1904).

TYPE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Déclaration d'infection d'un périmètre infecté :

Il appartiendra au Directeur des Services vétérinaires, renseigné par le vétérinaire sanitaire, souvent même éclairé par ses propres constatations, d'indiquer au Préfet les mesures à prescrire, tant contre les malades et les contaminés que contre les intermédiaires animés, pour assurer l'isolement, la séquestration des animaux et la mise en interdit du périmètre déclaré infecté (C.M., 1^{er} novembre 1904 ; Décret, 6 octobre 1904, art. 62).

Le souci de proportionner les obligations sanitaires à l'importance du danger conduit à considérer deux zones distinctes dans ce périmètre : une zone d'interdiction et une zone d'observation (C.M., 5 avril 1912).

ENQUÊTE SUR L'ORIGINE DES FOYERS ET IDENTIFICATION DES TYPES D'ULTRA-VIRUS APHTEUX

1° *Par le vétérinaire sanitaire* (loi du 21 juin 1898, art. 32 ; D., 6 octobre 1904, art. 91 ; C.M., 1^{er} novembre 1904).

2° *Par le Directeur des Services vétérinaires.* Il doit procéder à une enquête en vue de rechercher l'origine de la contagion et faire connaître les résultats de celle-ci à l'Administration centrale (C.M., 9 mai 1914 ; C.M., 13 décembre 1945, p. 3 ; C.M., 9 mars 1955).

Dans toutes les régions où la fièvre aphteuse apparaît pour la première fois, ainsi que dans les régions atteintes où des ruptures d'immunité se produisent, des prélèvements d'aphtes non rupturés sont effectués. En outre, les animaux qui ont donné lieu à un prélèvement d'aphtes font l'objet d'une prise de sang aseptique 15 à 25 jours après l'apparition des aphtes 200 cm³ de sang) (C.M., 28 août 1951 ; C.M., 11 février 1952 ; C.M., 24 septembre 1952 ; C.M., 25 novembre 1953 ; C.M., 9 mars 1955). A défaut de pouvoir prélever des lambeaux d'aphtes non rupturés, il convient de prélever du sang

entre le 15° et le 25° jours qui suivent la guérison des premiers aphtes (C.M., 8 février 1960).

La technique de prélèvement des aphtes est indiquée dans la circulaire ministérielle du 10 septembre 1937. Ces prélèvements (aphtes et sang) doivent être envoyés, soit au Laboratoire central de Recherches Vétérinaires à Alfort, soit au Laboratoire de Recherches du Professeur Lucam, à l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon, en vue de l'identification des types d'ultra-virus aphteux (C.M., 25 novembre 1953).

Le virus aphteux de type sud-africain (S.A.T₂) a été identifié en Israël et dans un foyer de fièvre aphteuse en Grande-Bretagne ; le virus aphteux de type S.A.T₁ sévit dans différents pays du Proche-Orient, à la charnière des continents asiatiques, africain et européen ; la Hollande a connu récemment une grave épizootie de fièvre aphteuse, à virus de type C, dans l'espèce porcine ; ces informations font apparaître la nécessité qu'il y a maintenant de connaître très exactement la nature des virus à l'origine de l'apparition des foyers de fièvre aphteuse et particulièrement dans notre pays où les efforts conjugués de lutte par la vaccination et l'abattage ont réduit la maladie à quelques foyers (C.M., 8 février 1960 ; C.M., 10 mai 1962).

Mesures à prendre dans la porcherie

a) ZONE D'INTERDICTION (C.M., 5 avril 1912).

1° *Vis-à-vis des malades* (cliniquement atteints) *et des suspects* (présentant des symptômes ou des lésions ne pouvant être rattachés d'une façon certaine à une maladie non contagieuse) :

— isolement, séquestration, visite, recensement, marque (C.R., art. 228).

L'isolement doit être complet ; il convient d'éviter tout contact direct de porcs malades avec des animaux sains et tout contact indirect par l'intermédiaire de personnes ou d'objets

(C.M., 1^{er} novembre 1904 ; loi, 21 juin 1898, art. 31 ; C.M., 13 juin 1959).

La séquestration rigoureuse dure au moins jusqu'à la venue du vétérinaire sanitaire convoqué d'urgence par le maire, après reçu de la déclaration, et qui décide. Jusqu'à ce moment, il est interdit de déplacer, de transporter l'animal ou le cadavre d'un lieu à un autre, sous quelque prétexte que ce soit (C.M., 1^{er} novembre 1904 ; loi, 21 juin 1898, art. 31 ; C.M., 13 juin 1959 ; D., 6 octobre 1904, art. 62).

Lors de sa visite, le vétérinaire constate et, au besoin, prescrit la complète exécution des dispositions légales et les mesures de désinfection immédiatement nécessaires. Il donne d'urgence communication au maire des mesures nécessaires qu'il a prescrites et, dans le plus bref délai, il adresse son rapport au Préfet (C.R., art. 227). Enfin, dans son rapport, il fournit les éléments d'appréciation sur la fixation du périmètre à déclarer infecté (C.M., 1^{er} novembre 1904 ; loi, 21 juin 1898, art. 32). Lorsque l'existence de la fièvre aphteuse est constatée, tous les porcs composant l'effectif infecté sont marqués (C.R., art. 228 ; C.M., 5 avril 1912).

Vente des porcs malades interdite, sauf pour la boucherie :

En cas de vente, pour la boucherie, les porcs sont marqués et peuvent être envoyés dans un abattoir public étranger à la localité et surveillé par un vétérinaire. Le transport a lieu en voiture ou par chemin de fer. Le vétérinaire sanitaire délivre un laissez-passer, visé par le maire. Ce laissez-passer est rapporté au maire dans le délai de 5 jours, accompagné d'un certificat délivré par le vétérinaire-inspecteur de l'abattoir, attestant que les porcs ont été abattus.

Toutefois, le Ministre de l'Agriculture peut restreindre, pour tout ou partie du territoire et pour toute période qu'il juge opportune, l'abattage de ces animaux à la localité ou à un établissement situé à proximité et désigné par le Préfet. En application de cette dernière disposition, le Ministre de l'Agriculture a restreint l'abattage des animaux atteints de

fièvre aphteuse à la localité où ils sont stationnés ou à l'abattoir situé à proximité et désigné par le Préfet (D., 6 octobre 1904, art. 63, modifié par le décret du 3 janvier 1955 ; A.M., 29 janvier 1957 ; A.M., 14 mars 1957, art. 4).

Transport interdit avant la visite du vétérinaire sanitaire (C.R., art. 226).

Exposition, vente, mise en vente des porcs atteints ou soupçonnés d'être atteints interdites, si ce n'est pour la boucherie (C.R., art. 240).

Le transport par fer à l'abattoir des porcs provenant de la zone d'interdiction ne peut avoir lieu qu'en wagons plombés. Le vétérinaire inspecteur de l'abattoir réceptionnaire doit être informé de l'expédition, de son heure probable d'arrivée et du nombre de porcs (C.M., 21 février 1894).

2° *Vis-à-vis des contaminés* (animaux sensibles, apparemment sains, mais ayant cohabité avec un malade ou ayant pu, directement ou indirectement, être en contact avec lui) :

— *isolement et marque* comme les malades et les suspects ;

— *vente autorisée pour la boucherie*. Lieu d'abattage et conditions de transport comme les malades, avec laissez-passer (A.M., 14 mars 1957 ; D., 6 octobre 1904, art. 83). Le choix de l'abattoir se fera en fonction des bâtiments, de l'équipement et de l'inspection pour limiter au maximum les risques de contagion (C.M., 9 mars 1955).

3° *Vis-à-vis des porcs morts* : mesures générales applicables au transport, à l'enfouissement ou à la destruction des cadavres définies dans les autres chapitres (D., 6 octobre 1904, art. 84, C.R., art. 226, 264, 265, 267, 274).

Toutefois, l'enfouissement ne doit être mis en pratique qu'à défaut d'autres moyens (C.M., 1^{er} novembre 1904, art. 3 ; Décret, 6 octobre 1904).

4° *Vis-à-vis des espèces animales sensibles* :

Interdiction d'introduire dans cette zone ou d'en sortir aucun animal des espèces bovine, ovine, caprine et porcine.

5° *Vis-à-vis des espèces animales insensibles :*

Obligation de tenir les chiens à l'attache, les chats et les volailles enfermés.

6° *Vis-à-vis des personnes :*

Interdiction à toute personne non préposée aux soins à donner aux animaux de pénétrer dans les exploitations infectées.

L'homme est souvent, parmi les vecteurs inconscients sans doute, un des plus actifs dans le transport du virus. Il est donc essentiel qu'il procède, après le moindre contact direct ou indirect avec les sujets atteints ou contaminés, à la désinfection soigneuse sinon au changement de tout ce qui est susceptible d'avoir été pollué (Décret, 6 octobre 1904, art. 63 ; C.M., 23 mai 1956 ; A., 1^{er} juillet 1898, art. 8).

7° *Vis-à-vis des objets :*

Défense de sortir des locaux infectés des objets ou matières pouvant servir de véhicules à la contagion, en particulier aliments, fumiers, etc..., sauf garantie de leur innocuité absolue.

8° *Vis-à-vis des locaux de la porcherie :*

Mise en interdit ainsi que le périmètre délimité déclaré infecté (C.R., art. 228).

Désinfection obligatoire immédiate en cours de maladie des locaux, des litières ou fumiers avant de les sortir des stalles, des purins et liquides souillés. Défense de déposer et de laisser écouler ces matières sur la voie publique (C.R., art. 227).

Désinfectants : voir A.M., 28 février 1957 ; A.M., 1^{er} avril 1898. Les recherches ont établi avec netteté que, pour assurer la désinfection en matière de fièvre aphteuse, les solutions alcalines sont préférables à toutes autres. La soude caustique s'est révélée le meilleur des désinfectants connus. Il est très recommandable, notamment pour la désinfection des locaux,

litières, rigoles à purin, etc..., d'ajouter de la chaux à la solution de soude caustique, de façon à obtenir finalement un liquide désinfectant et un lait de chaux léger à 5 % (C.M., 23 mars 1938).

Nature des objets à désinfecter et technique de la désinfection : La désinfection doit porter sur les locaux, voitures ou autres moyens de transport. Les objets à l'usage des porcs malades ou qui ont été souillés par eux, et généralement les objets quelconques pouvant servir de véhicules à la contagion, doivent être désinfectés ou détruits (C.R., art. 228).

Les locaux, cours, enclos où ont séjourné des animaux atteints de maladies contagieuses, ainsi que les objets ayant été en contact avec les animaux, doivent être désinfectés. Les matières alimentaires sont détruites et les fumiers sont détruits ou désinfectés (D., 6 octobre 1904, art. 5).

La désinfection a lieu conformément aux prescriptions mentionnées par l'A.M., 1^{er} avril 1898, et reprises par l'A.M., 28 février 1957, vues en matières de peste porcine (C.M., 23 mars 1938).

La désinfection de tout objet, matériel ou local souillé et surtout du matériel utilisé pour le transport des animaux par la route ou la voie ferrée doit être effective. Il convient de recourir aux forces publiques nécessaires à une rigoureuse application de ces mesures (C.M., juin 1959).

b) ZONE D'OBSERVATION

1° Recensement des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine.

2° Autorisation de vendre pour toutes destinations, aux conditions suivantes :

Les animaux sont marqués et accompagnés d'un laissez-passer détaché du carnet à souches, déposé dans les mairies et indiquant les signalements ou marques des animaux, le nom de l'acquéreur et le lieu de destination ; ils restent soumis à la surveillance sanitaire pendant un délai de huit jours

à dater de leur sortie de la zone d'observation. En cas de revente dans ce délai, le laissez-passer est visé par le maire qui indique le nouveau lieu de destination. A l'expiration de ce délai, les animaux sont visités par un vétérinaire sanitaire qui mentionne le résultat de son examen sur le laissez-passer et retourne celui-ci au préfet du département d'origine. Dans le cas de vente pour la boucherie, le laissez-passer est renvoyé au préfet dans le délai de cinq jours, accompagné d'un certificat délivré par le vétérinaire-inspecteur de l'abattoir attestant que les animaux ont été abattus.

3° Autorisation d'introduire des animaux de toute espèce.

4° Autorisation d'utiliser librement, pour les travaux habituels, les animaux de l'espèce bovine.

5° Interdiction des foires et marchés sauf dérogation pour la tenue des marchés d'animaux de boucherie.

6° Interdiction de conduire aux foires et marchés situés en dehors de la zone d'observation les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine.

Levée de l'arrêté d'infection

1° Dans le cas de l'abattage de tous les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine qui se trouvaient dans les locaux, cours, enclos, etc..., déclarés infectés, levée immédiate après désinfection.

2° Dans le cas contraire, après un délai de 15 jours sans qu'il se soit produit un nouveau cas de maladie et après constatation par le vétérinaire sanitaire de l'exécution de toutes les prescriptions relatives à la désinfection (D., 6 octobre 1904, art. 65).

Mesures à prendre dans les foires et marchés

1° *L'interdiction des foires et marchés.* A l'intérieur des périmètres déclarés infectés, la tenue des foires et marchés est

interdite. Toutefois, des dérogations à cette règle peuvent être accordées pour les marchés d'animaux de boucherie, mais les animaux ne peuvent sortir du marché que directement pour un abattoir (C.M., 5 avril 1912 ; C.M., 25 octobre 1920).

L'application des textes qui réglementent ou interdisent les rassemblements d'animaux (foires, marchés, expositions, concours) dans les régions les plus infectées doit être extrêmement rigoureuse (C.M., 13 juin 1959).

Les foires et marchés aux bestiaux doivent faire l'objet d'une surveillance des plus vigilantes, les rassemblements d'animaux auxquels ils donnent lieu pouvant être une cause très active de propagation des maladies contagieuses. Il suffit, en effet, de la présence d'un seul malade pour infecter tous les animaux d'un marché qui vont ensuite porter la contagion dans tous les endroits où les conduiront les hasards de la vente (C.M., 1^{er} novembre 1904 ; Décret, 6 octobre 1904, art. 91 ; C.M., 5 avril 1912 ; C.M., 25 novembre 1953).

2° *Malades et contaminés appartenant au même propriétaire.*

3° *Les porcs appartenant à d'autres propriétaires ayant été en contact sur le marché ou durant le transport avec les malades.*

Pour ces deux catégories de porcs, les mesures à prendre sont identiques à celles énoncées en matière de peste porcine (D., 6 octobre 1904, art. 94).

4° *La désinfection des foires et marchés* : tous les lieux, locaux, objets où ont stationné des animaux ou ayant été en contact avec eux seront désinfectés après chaque tenue de foire ou de marché (C.R., art. 279, 281 et 282).

5° *Réexpédition des porcs présentés sur les marchés de Paris La Villette et Lyon La Mouche* : les porcs amenés aux marchés de Paris La Villette et Lyon La Mouche ne peuvent être réexpédiés, sous couvert d'un laissez-passer, qu'à destination directe des abattoirs publics et des abattoirs privés de type industriel ou d'expédition.

Un arrêté préfectoral détermine, pour ces marchés, les conditions de réexpédition (A.M., 2 mai 1962).

Mesures à prendre vis-à-vis des véhicules de transport

1° AMÉNAGEMENT DES CAMIONS UTILISÉS POUR LE TRANSPORT D'ANIMAUX PRÉSENTÉS SUR LES MARCHÉS ATTENANT AUX ABATTOIRS OU RÉEXPÉDIÉS DE CES MARCHÉS.

Dans un délai de trois ans, à partir de la publication du présent texte, en application d'arrêtés préfectoraux, les véhicules routiers utilisés par les transporteurs publics et les négociants titulaires de la carte professionnelle de commerçant en bestiaux pour le transport des animaux vivants conduits sur les marchés attenant aux abattoirs ou réexpédiés de ces marchés, devront être rendus étanches selon des normes déterminées par circulaire ministérielle et pourront être soumis, en tout temps, au contrôle de cette condition. En ce qui concerne les véhicules neufs, mis en service un an après la publication du présent arrêté, les dispositions précédentes leur seront applicables dès leur utilisation (A.M., 13 octobre 1959). Le délai d'application des dispositions prescrites par l'A.M. du 13 octobre 1959, art. 1 (véhicules anciens) est reporté au 13 octobre 1964 (A.M., 4 octobre 1963).

a) *Les normes d'étanchéité requises sont fixées comme suit :*

Le véhicule doit pouvoir subir, en tout temps, une épreuve d'eau, sur une hauteur minimum de 5 cm au-dessus du plancher, sans qu'aucune fuite puisse être constatée. Dans tous les cas, l'évacuation de l'urine et des excréments doit être parfaitement assurée, soit par une ou plusieurs bondes de vidange hermétiquement obturables, soit par un réservoir d'évacuation lui-même muni d'une bonde d'écoulement. Les parois latérales et antérieures du véhicule doivent être pourvues de panneaux étanches :

- de 0,40 m de haut. au-dessus du plancher pour le transport des ovins, caprins et porcins,
- de 0,75 m de haut. au-dessus du plancher, pour le transport des veaux de moins de six mois,
- de 1,40 m de haut. au-dessus du plancher, pour le transport du gros bétail.

Ces panneaux sont fixés ou mobiles selon que le véhicule sert exclusivement pour le transport du gros bétail, ou, selon les circonstances, pour le transport du gros et petit bétail.

Ils ne doivent fuir en aucun point de leur jonction. Il convient de s'en assurer en faisant couler de l'eau contre leur paroi, depuis la partie supérieure.

La porte arrière ne doit également présenter aucune fuite.

Les ouvertures d'aération doivent être munies de barreaux suffisamment rapprochés pour que les animaux ne puissent laisser passer leur muffle.

Dans le cas où le véhicule routier comporte un étage pour le transport du petit bétail, il convient que les normes d'étanchéité prévues soient respectées pour cet étage (parois latérales et ouvertures d'aération) (C.M., 15 octobre 1959 et C.M., 9 avril 1960).

b) *L'agrément du véhicule* est subordonné au respect des conditions d'étanchéité.

Une commission départementale en jugera ; elle sera composée comme suit :

- le directeur départemental des services vétérinaires,
- l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées,
- le représentant de la Fédération Nationale des Transports routiers,
- le représentant de la Fédération Nationale des commerçants en bestiaux.

L'examen du véhicule par la Commission est effectué sur un marché attenant à un abattoir ou dans un abattoir du département de résidence du propriétaire désigné par le directeur départemental des services vétérinaires.

L'agrément du véhicule donne lieu à la délivrance d'un « certificat d'étanchéité ». Ce certificat valable pour une année devra être présenté à toute réquisition des agents des services vétérinaires ou de la Force publique (C.M., 15 octobre 1959).

6° *Contrôle d'étanchéité des véhicules*

Des contrôles de sondage devront être effectués de façon inopinée par les vétérinaires inspecteurs des marchés attendant aux abattoirs. Ces contrôles ne pourront avoir lieu que sur le marché exclusivement. Un contrôle annuel est obligatoire préalablement à la reconduction de la validité du « certificat d'étanchéité ». Il sera effectué par le vétérinaire inspecteur sur un marché attendant à un abattoir ou dans un abattoir du département de résidence du propriétaire désigné par le directeur départemental des services vétérinaires (C.M., 15 octobre 1959).

2° DÉSINFECTION DES VÉHICULES DE TRANSPORT

Tout entrepreneur de transport par terre ou par eau qui aura transporté des animaux est tenu, en tout temps, de désinfecter, dans les conditions prescrites par les règlements d'administration publique, les véhicules qui auront servi à cet usage, ainsi que les quais et cours où les animaux ont séjourné (C.R., art. 242).

En tout temps, quel que soit l'état sanitaire, les wagons qui ont servi au transport des animaux sont nettoyés et désinfectés après déchargement. Aussitôt le chargement effectué, il est apposé, sur l'une des faces latérales du wagon, une étiquette indiquant qu'il doit être désinfecté à l'arrivée. Après désinfection, cette étiquette est recouverte par une autre indiquant que le wagon est désinfecté. Ces étiquettes sont frappées du timbre à date et portent le nom de la gare où les opérations ont eu lieu (D., 6 octobre 1904, art. 104).

Les entrepreneurs de transport par terre ou par eau doivent désinfecter après chaque voyage les véhicules ou la partie

du bateau ayant servi au transport des animaux, ainsi que le matériel servant au chargement (D., 6 octobre 1904, art. 106).

Désinfectants et techniques de désinfection : voir A.M., 28 février 1957.

Mesures à prendre à l'importation, à l'exportation ou au transit

1° IMPORTATION ET TRANSIT

— A la frontière de terre : marquage et refoulement des porcs malades et contaminés.

— A la frontière de mer : abattage immédiat des porcs malades et contaminés. L'abattage a lieu sous la surveillance du vétérinaire-inspecteur du port, dans la localité même, au clos d'équarrissage pour les porcs malades, à l'abattoir pour les porcs suspects ou contaminés. Toutefois, il s'agit d'animaux reproducteurs, la mise en quarantaine peut être autorisée (D., 11 juin 1905, art. 1).

a) *Animaux vivants* : est prohibée l'importation sous tous régimes douaniers dans le territoire douanier métropolitain, y compris la Corse, ainsi que dans chacun des départements français d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des animaux désignés ci-après de toute provenance :

— Animaux vivants de l'espèce porcine.

— Autres animaux vivants : des espèces gibier (porcins) (A.M., 8 avril 1964, art. 1).

— *Porcins importés ou transitant par la Belgique.*

En raison de l'existence de fièvre aphteuse à virus de type exotique, il ne sera plus délivré de dérogations sanitaires pour l'importation ou le transit sur le territoire français de porcins domestiques et sauvages en provenance de Belgique ou tran-

sitant par la Belgique. Les dérogations antérieurement délivrées ne sont plus valables à compter du 1^{er} février 1963 (J.O., 2 février 1963, Avis aux Importateurs).

— *Porcins importés d'Allemagne.*

En raison de la recrudescence de fièvre aphteuse en République Fédérale Allemande, il ne sera plus accordé de dérogations sanitaires d'importation de porcins en provenance de ce pays (J.O., 3 février 1962). Toutefois, des dérogations seront accordées pour les porcins provenant des états de Bavière, Bade-Wurtemberg, Rhénanie, Palatinat et Hesse (J.O., 25 septembre 1963).

b) *Animaux morts ou produits*

Voir Prohibition générale d'importation citée dans le chapitre « Peste porcine » (A.M. 8 avril 1964, art. 2).

Compte tenu de l'existence en *Turquie* des foyers de fièvre aphteuse dus à des virus exotiques, il ne sera pas délivré de dérogations sanitaires pour l'importation de *sangliers* tués en provenance de ce pays (J.O. 15 novembre 1962).

2° EXPORTATION

La République Fédérale Allemande exige les mêmes garanties sanitaires pour la fièvre aphteuse que pour la peste porcine (Avis aux exportateurs, J.O. 25 mai 1962).

L'importation sur le territoire de la Confédération helvétique de porcs de boucherie en provenance de la totalité des départements français est autorisée à condition qu'ils soient accompagnés d'un certificat sanitaire collectif pour chaque lot. Ce document, délivré par le vétérinaire sanitaire du lieu d'origine des animaux certifie que ces porcs sont reconnus sains et exempts de toute maladie contagieuse. Il atteste en outre qu'au lieu d'origine, et dans un rayon de 15 km, aucun cas de fièvre aphteuse n'a été constaté pendant les derniers 40 jours précédant le départ des animaux (Avis aux exportateurs, J.O., 10 avril 1962).

II. — MESURES MEDICALES

1° VACCIN : Un certain nombre de circulaires ministérielles précisent les conditions de :

- *Commandes* : C.M., 13 décembre 1945, p. 3 ; C.M., 22 juillet 1953.
- *Expédition* : C.M., 13 décembre 1945, p. 5 ; C.M., 22 juillet 1953 ; C.M., 21 mars 1949.
- *Conservation* : C.M., 13 décembre 1945, p. 2, 4, 5.
- *Utilisation* : C.M., 22 juillet 1953 ; C.M., 13 décembre 1945, p. 7 ; C.M., 9 mars 1955.
- *Constitution de stocks* : C.M., 14 août 1947 ; 6 novembre 1956.
- *Importation* : Décret, 6 mars 1954, art. 4.

2° VACCINATION OBLIGATOIRE :

Conditions réglementaires de son application :

Le Ministre de l'Agriculture peut, par arrêté pris après avis du Comité consultatif des épizooties, rendre obligatoire la vaccination contre la fièvre aphteuse pour tout ou partie des espèces sensibles et déterminer les conditions d'application de cette vaccination, ainsi que les régions dans lesquelles elle est mise en œuvre (C.R., art. 234). Au début de chaque année et à toute époque où il le juge nécessaire, le Ministre de l'Agriculture soumet pour avis au Comité consultatif des épizooties un programme de vaccination obligatoire contre la fièvre aphteuse. En cas d'urgence, à l'avis de ce Comité peut être substitué celui de sa section permanente.

Selon les indications de la situation sanitaire des arrêts préfectoraux pris sur les instructions du Ministre de l'Agriculture, et soumis à son approbation, pourront rendre obligatoire la vaccination anti-aphteuse des animaux des espèces sensibles (A.M., 17 février 1960).

Indications de la vaccination :

Les cas pouvant donner lieu à l'application de la vaccination obligatoire et les procédés employés sont, en principe, les suivants :

- Protection d'une frontière menacée ;
- Isolement d'un foyer par un anneau de protection.

Les animaux des espèces sensibles à la fièvre aphteuse appartenant aux catégories ci-dessous mentionnées seront vaccinés, selon les indications de la situation sanitaire, par la voie sous-cutanée, contre les virus des types O, A et C :

- Animaux se trouvant dans les exploitations voisines d'un nouveau foyer de fièvre aphteuse dans les régions peu contaminées ;
- Animaux transhumants ou animaux appelés à être en contact avec ces derniers ;
- Animaux stationnés aux frontières pendant la saison d'estivage.

(A.M., 17 février 1960.)

Modalités d'application :

Des arrêtés préfectoraux déterminent les modalités d'application et d'exécution des opérations (A.M., 17 février 1960).

Sur le territoire délimité par le Directeur des Services vétérinaires, la vaccination doit être appliquée à la totalité des animaux à onglons, à l'exception des malades ou des suspects de fièvre aphteuse (C.M., 13 décembre 1945 ; C.M., 11 février 1952, p. 3).

Les vétérinaires ou docteurs-vétérinaires sont seuls requis par les autorités administratives ou judiciaires pour tous les actes de leur compétence (C.R., art. 311). Lorsque la vaccination anti-aphteuse est imposée, elle doit être effectuée par les vétérinaires sanitaires (C.R., art. 236).

Le vaccin nécessaire aux vaccinations est fourni gratuitement par l'Etat. Les interventions sont réalisées au tarif fixé par arrêté préfectoral, après avis des organisations profession-

nelles agricoles et vétérinaires. Ce tarif est fixé forfaitairement par animal, compte tenue des frais d'intervention et de déplacement (C.R., art. 236 ; A.M., 17 février 1960).

Possibilité d'imposer une marque aux animaux vaccinés :

Le Ministre de l'Agriculture peut, par arrêté, rendre obligatoire l'apposition d'une marque sur les animaux au moment de la vaccination. Les marques sont fournies gratuitement par l'Etat (C.R., art. 235 et 236).

Le marquage est effectué par le vétérinaire sanitaire, à un tarif fixé par arrêté préfectoral, après avis des organisations professionnelles agricoles et vétérinaires. Ce tarif est forfaitaire par animal, compte tenu des frais d'intervention et de déplacement (D., 6 mars 1957, art. 2).

Seules sont valables les plaquettes d'identité pouvant être fixées à l'oreille et d'un modèle ayant reçu l'agrément du Ministère de l'Agriculture (Avis au J.O., 9 juin 1959).

Elles doivent porter :

- le numéro d'ordre départemental (code de l'I.N.S.E.E.), soit deux caractères ;
- une lettre correspondant au modèle de plaquette et au fabricant ;
- un numéro d'ordre à six caractères, pouvant comporter une ou deux lettres (à l'exclusion des lettres *i* et *o*) et des chiffres.

3° LA VACCINATION ET LES MESURES DE POLICE SANITAIRE :

Le recours à la vaccination ne doit restreindre en rien l'application des mesures de police sanitaire (C.M., 28 août 1951). Il importe donc d'associer la police sanitaire la plus stricte à la pratique de la vaccination (C.M., 17 juin 1952).

III. — MESURES SANITAIRES EXCEPTIONNELLES APPLICABLES EN CAS D'ÉPIZOOTIE ENVAHIS- SANTE

Lorsque la fièvre aphteuse prend un caractère envahissant, un arrêté préfectoral interdit la circulation des porcs autrement qu'en voiture dans tout ou partie du département.

Le Préfet peut, en outre, prescrire que tout marchand qui introduit dans ses porcheries des animaux de l'espèce porcine doit en faire la déclaration dans les douze heures, ces animaux ne pouvant en sortir avant cinq jours et après constatation, par un vétérinaire sanitaire, qu'ils sont complètement indemnes de fièvre aphteuse. Cet arrêté ne peut être levé qu'après la cessation des circonstances qui l'ont provoqué (D., 6 octobre 1904, art. 64).

Lorsque la fièvre aphteuse prend un caractère envahissant, les préfets peuvent subordonner, par arrêté, l'introduction dans leur département des animaux des espèces sensibles à la fièvre aphteuse, à la présentation d'un laissez-passer délivré par le vétérinaire sanitaire du lieu d'origine et attestant que les animaux considérés ne proviennent pas d'un périmètre déclaré infecté et qu'ils n'ont pas été exposés à la contagion jusqu'au moment de leur embarquement (C.M., 29 août 1918 et modèle d'arrêté annexé).

1° CAS DES PORCS VACCINÉS :

Le Ministre de l'Agriculture peut interdire la circulation sur la voie publique des porcs non vaccinés, leur vente, leur transport hors de l'exploitation, leur exposition aux foires et marchés, concours et autres lieux publics (C.R., art. 239). La circulation sur la voie publique des porcs non vaccinés ou vaccinés depuis une date trop éloignée, leur mise en vente ou leur vente, leur transport hors de l'exploitation, leur exposition aux foires et marchés, concours et autres lieux publics, peuvent être réglementés ou interdits par arrêtés du Ministre.

Ce dernier peut, par arrêté, déléguer au Préfet ce pouvoir de réglementation ou d'interdiction (D., 6 mars 1954, art. 5).

2° PROTECTION DES DÉPARTEMENTS :

Le Ministre de l'Agriculture peut réglementer ou prohiber la sortie des animaux des espèces sensibles à la fièvre aphteuse des départements dont le pourcentage des communes infectées par la maladie dépasse 2 % (A.M., 13 novembre 1956, art. premier). Pour assurer plus efficacement la protection des départements, les préfets ne doivent pas hésiter à user du pouvoir que leur confère l'article 64 du décret du 6 octobre 1904 et, le cas échéant, les articles 97 et 99 du Come Municipal pour réglementer le commerce et la circulation des animaux (C.M., 17 juin 1952 et C.M., 22 juillet 1952).

Dans ce cas, des arrêtés préfectoraux interdisent ou réglementent la tenue des foires et marchés, les réunions ou rassemblements sur la voie publique ayant pour but l'exposition ou la mise en vente des animaux de l'espèce porcine. Cet arrêté ne peut être levé qu'après la cessation des circonstances qui l'ont provoqué. L'arrêté portant interdiction de la tenue d'une foire doit être notifié par les soins du Directeur des Services vétérinaires à l'Inspecteur général des Services vétérinaires de la région (Décret, 6 octobre 1904, art. 64 modifié par D., 17 octobre 1952).

L'interdiction de la tenue des foires et marchés doit être mise en vigueur dès que la fièvre aphteuse prend un caractère envahissant à l'intérieur du département. Cependant, il y a lieu d'en prescrire également l'application dans les départements qui, sans être eux-mêmes infectés, possèdent des foires et marchés où sont présentés des animaux en provenance des régions où sévit la fièvre aphteuse. Cette interdiction ne concerne pas les marchés intérieurs des villes ayant un abattoir public, surveillé par un vétérinaire. Mais tous les animaux amenés sur ces marchés doivent être abattus dans le dit abattoir (D., 6 octobre 1904, art. 64).

B) Méthode actuelle médico-sanitaire d'éradication par abattage

I. — PRINCIPE

Voir Peste porcine : Mesures exclusivement sanitaires d'éradication.

II. — MODALITES

A) ABATTAGE :

L'abattage, après estimation des animaux atteints ou contaminés par la fièvre aphteuse, pourra être ordonné par le Ministre de l'Agriculture, dans la limite des crédits dont il dispose sur tout ou partie du territoire et pour toute période qu'il jugera utile en dehors des périodes d'épizooties ou dans les régions dont l'isolement sanitaire peut être réalisé.

Pour l'établissement du prix de l'estimation, il sera fait abstraction de l'existence de la fièvre aphteuse dont les animaux pourront être atteints (Décret, 2 mars 1957, art. 1).

Il sera alloué aux propriétaires d'animaux abattus une indemnité égale « à 75 % de la valeur d'estimation pour les sujets atteints et non vaccinés ainsi que pour les sujets atteints et vaccinés lorsque la vaccination n'a pas été pratiquée dans les conditions et les délais fixés par arrêté du Ministre de l'Agriculture ; à 100 % de la valeur d'estimation pour les sujets contaminés ainsi que pour les sujets atteints et vaccinés lorsque la vaccination a été pratiquée dans les conditions et les délais fixés par arrêté du Ministre de l'Agriculture. Toutefois, le montant des indemnités allouées fera l'objet d'un abattement de 20 % si le nombre des animaux reconnus atteints, exception faite des animaux vaccinés dans les conditions et les délais fixés par arrêté du Ministre de l'Agriculture, est supérieur au tiers de l'effectif total du troupeau. Dans tous les cas, lorsque les animaux auront été utilisés après l'abattage, le montant de la subvention sera calculé en déduisant

de la valeur de ces animaux celle de la viande, des abats et des issues » (D., 3 juillet 1961).

L'indemnisation des propriétaires à 100 % de la valeur d'estimation de leurs animaux atteints et vaccinés prévue par le décret du 3 juillet 1961 est subordonnée à l'attestation par un vétérinaire sanitaire que la vaccination a été pratiquée par voie sous-cutanée contre les virus aphteux des types O, A et C, depuis plus de quinze jours et moins d'un an. Cette attestation concernant les porcins doit être établie sur un certificat sanitaire individuel ou collectif comportant les caractéristiques de la marque d'identification dont chaque animal doit être pourvu (plaquette métallique, bouton d'oreille, tatouage, etc...) (A.M., 3 août 1961).

Mesures à prendre sur le lieu des foyers d'abattage

1° Dans le cas où la fièvre aphteuse est constatée et lorsque l'abattage est ordonné conformément aux dispositions du décret du 2 mars 1957, le Directeur départemental des Services vétérinaires rend compte immédiatement, par télégramme, à l'Administration centrale, de la constatation des foyers, de leur localisation et des conditions éventuelles de l'abattage. Un arrêté préfectoral, pris sur proposition du Directeur départemental des Services vétérinaires, délimite pour chaque foyer de la maladie un périmètre déclaré infecté. Ce périmètre englobe une zone de séquestration, une zone d'interdiction et une zone d'observation.

La zone de séquestration comprend l'ensemble de l'exploitation dans laquelle la maladie a été constatée.

La zone d'interdiction comprend la totalité du territoire situé à 2 km au minimum de l'exploitation atteinte. Elle doit être étendue à toutes les exploitations, à tous les locaux, emplacements ou passages qui peuvent être considérés comme contaminés, directement ou indirectement.

La zone d'observation comprend la totalité du territoire situé à la périphérie de la zone d'interdiction jusqu'à 10 km

au minimum, à partir des limites de cette dernière (A.M., 16 juillet 1959 et C.M., 13 septembre 1961).

2° LES MESURES SUIVANTES SONT APPLICABLES DANS LA ZONE DE SÉQUESTRATION.

a) *Tous les animaux sont recensés et examinés :*

Le Directeur départemental des Services vétérinaires fait procéder à l'examen et au recensement des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine. Les animaux des autres espèces sont séquestrés.

Les animaux malades ou contaminés des espèces bovine, ovine et caprine, sont abattus, après estimation, selon les six modalités prévues dans le tableau synoptique qui suit :

ANIMAUX CONTAMINÉS (1)					
Animaux malades	Non vaccinés	Vaccinés			
		Vaccinés depuis plus d'un an	Vaccinés depuis moins d'un an		
			Vaccinés depuis moins de 15 jours	Vaccinés depuis plus de 15 jours et moins de 3 mois	Vaccinés depuis plus de 3 mois et moins d'un an
1	2	3	4	5	6
Abattage	Abattage	Abattage	Abattage laissé à l'appré- ciation du D.S.V.	Ne pas procéder à l'abattage	Ne pas procéder à l'abattage à la condition que ces animaux soient soumis dans les plus brefs délais à une vaccination de rappel.

(1) Les porcins vaccinés ou non doivent être abattus sauf, pour les effectifs importants, décision exceptionnelle du Ministère de l'Agriculture.

Les animaux malades ou contaminés de l'espèce porcine doivent être abattus, après estimation, qu'ils soient vaccinés ou non. Pour les effectifs importants, une décision exceptionnelle du Ministère de l'Agriculture décidera de l'opportunité de l'abattage des porcins contaminés (A.M., 16 juillet 1959 ; C.M., 13 septembre 1961 et C.M., 24 octobre 1962).

b) *L'estimation prévue* est faite par un expert choisi par le propriétaire des animaux sur une liste dressée par arrêté préfectoral, après avis des organisations professionnelles agricoles. Si le propriétaire refuse de désigner l'expert, le Directeur départemental des Services vétérinaires ou son représentant prend acte de ce refus et procède d'office à l'estimation. Celle-ci est faite en présence du vétérinaire sanitaire qui assure que toutes précautions sont prises pour éviter la dissémination de la maladie au cours de l'opération. Le vétérinaire sanitaire n'intervient pas dans la détermination des prix mais doit signaler au Directeur départemental des Services vétérinaires toute estimation qui lui paraît exagérée (A.M., 16 juillet 1959 et C.M., 13 septembre 1961).

c) *Le lieu et les conditions de l'abattage* sont fixés par arrêté préfectoral. Cet arrêté prescrit, soit la destruction des cadavres, soit la récupération totale ou partielle des viandes, abats et issues, soit l'emploi simultané des deux méthodes (A.M., 16 juillet 1959).

L'abattage peut se faire, soit sur place, soit dans un abattoir, soit dans un équarrissage. Le choix du lieu tient compte du double souci d'éviter la dispersion du virus et de diminuer le coût de l'opération par utilisation des viandes et abats, dans la mesure où ces deux considérants ne s'opposent pas.

— *Abattage sur place* :

Son grand avantage est de limiter au maximum les risques de dispersion du virus ; mais il ne peut être envisagé que si les animaux abattus ne sont l'objet d'aucune récupération, quelle qu'elle soit. Il est donc possible, lorsque l'effectif est faible ou fortement contaminé ou de peu de valeur (animaux

malades, trop jeunes, cachectiques, etc.) ou éloigné d'un abattoir ou d'un équarrissage et lorsque l'exploitation présente des possibilités d'enfouissement. Toutefois, il a, sur les exploitants, un effet psychologique déplorable. Une fosse est creusée sur le terrain même de l'exploitation ; les animaux y sont conduits, abattus au bord même de la fosse et enfouis conformément aux dispositions de l'article 241 C.R.

— *Abattage dans un abattoir :*

Son avantage est de permettre la récupération des viandes, abats et issues.

Son inconvénient est de disperser éventuellement le virus lors du transport des animaux.

Le choix de l'abattoir est déterminé par sa situation, son éloignement, son équipement, les possibilités d'épurer ses eaux résiduaires, de désinfecter les locaux et le matériel. L'abattoir est, en tout cas, considéré comme une zone de séquestration.

Son activité normale est suspendue pendant toute la durée des opérations d'abattage et de désinfection et reprise après notification expresse du Directeur départemental des Services vétérinaires.

L'entrée et la sortie en sont interdites à toute personne et tout animal, objet ou produit, sauf autorisation délivrée par le Directeur départemental des Services vétérinaires.

La désinfection est pratiquée sur les indications et sous le contrôle du Directeur départemental des Services vétérinaires ou de son représentant.

Etant donné les servitudes encourues par l'abattoir désigné, il convient de choisir, dans la mesure du possible, un établissement qui, compte tenu des données indiquées ci-dessus, a l'importance la plus faible, ce qui exclue les abattoirs industriels.

— *Abattage dans un équarrissage :*

Il n'offre pas d'avantages particuliers au point de vue sanitaire sur l'abattage sur place ou dans un abattoir. Son incon-

vénient est de disperser éventuellement le virus lors du transport des animaux. Il peut être entrepris lorsque l'effectif n'a qu'une faible valeur. L'équarrissage est en tout cas considéré comme une zone de séquestration et soumis, par conséquent, aux mêmes mesures que celles qui sont prévues plus haut (abattage dans un abattoir).

— *Choix du lieu d'abattage :*

Compte tenu de ce qui précède, le choix entre l'abattage sur place, dans un abattoir ou dans un équarrissage est laissé à l'appréciation des Services vétérinaires. Mais il n'est pas douteux que l'abattage dans un abattoir répond le mieux aux exigences sanitaires et économiques actuelles. Il doit donc, d'une façon générale, avoir la préférence.

— *Equipes d'abattage :*

Il est indispensable de constituer à l'avance des équipes d'abattage. Elles doivent être capables, à tout moment, soit de sacrifier les animaux et de les enfouir sur place, soit de les charger en vue de leur transport à l'équarrissage ou à l'abattoir et, dans ce dernier cas, de les préparer pour la boucherie. Il est donc préférable que les équipes comprennent surtout des bouchers qui disposent déjà du matériel nécessaire. Les salaires régionaux des ouvriers de la boucherie peuvent servir de base à la rémunération des heures de travail. Il convient de prévoir des tenues complètes pour les équipes d'abattage. Ces tenues comprennent au minimum des combinaisons, des culottes et des bottes de caoutchouc. Elles sont placées sous la garde du Directeur départemental des Services vétérinaires qui, à chaque opération d'abattage, les distribue et les récupère.

— *Transport des animaux :*

Seuls les véhicules rigoureusement étanches (A.M., 13 octobre 1959) et facilement désinfectables doivent être utilisés. Il appartient au Directeur départemental des Services vétérinaires de s'assurer des possibilités des transporteurs routiers

à mettre à leur disposition de tels véhicules. Le transport se fait sous couvert d'un laissez-passer.

— *Cas particuliers : foires, marchés, concours, expositions :*

Lorsque la fièvre aphteuse est constatée en un lieu (foire, marché, concours, exposition...) où sont réunis un grand nombre d'animaux, l'abattage des malades est obligatoire et se fait suivant les modalités précisées plus haut. Les malades sont accompagnés, pour quitter le rassemblement et rejoindre le lieu de l'abattage, d'un laissez-passer.

Les voisins immédiats des malades et les animaux transportés ou ayant été en contact avec les malades sont également abattus.

Les autres animaux du rassemblement ne peuvent quitter ce lieu qu'après délivrance d'un laissez-passer établi par le Vétérinaire sanitaire, en double exemplaire, aux frais du propriétaire. Sur le laissez-passer sont mentionnés le nom du propriétaire, l'espèce animale, le signalement s'il y a lieu et surtout le lieu exact de la destination (commune, hameau, lieu-dit). L'un des exemplaires est remis au propriétaire, l'autre est adressé immédiatement par le vétérinaire sanitaire au Directeur des Services sanitaires du lieu où s'est tenu le rassemblement. Ce chef de service prévient, par téléphone, ses collègues de l'arrivée d'animaux suspects de fièvre aphteuse aux lieux indiqués sur le laissez-passer. Le Directeur des Services vétérinaires du lieu de réception des animaux fait placer ce lieu sous surveillance par arrêté préfectoral. Il charge, en outre, le vétérinaire de recueillir et de lui envoyer le laissez-passer remis au propriétaire, en indiquant la date exacte de la remise de ce document et d'effectuer quotidiennement, pendant dix jours, une visite de tous les animaux sensibles à la maladie.

Si la fièvre aphteuse n'apparaît pas durant ce délai, l'arrêté de surveillance est levé.

Si la fièvre aphteuse apparaît, toutes les dispositions relatives à l'abattage et à la désinfection sont prises immédiatement (C.M., 13 septembre 1961).

d) *L'entrée et la sortie de la zone de séquestration* sont interdites à tout animal, objet ou produit, sauf autorisation délivrée par le Directeur départemental des Services vétérinaires, qui prescrit les mesures propres à éviter la contagion.

L'entrée et la sortie des personnes sont subordonnées à l'exécution des mesures qui sont prescrites dans le même but (A.M., 16 juillet 1959). Ces mesures doivent au moins comporter le port des bottes en caoutchouc qui seront désinfectées à l'entrée et à la sortie par brossage et lavage ou immersion dans une solution de soude caustique à 5 g par litre. Les mains doivent être lavées au savon et soigneusement brossées. Les vêtements, après usage, seront désinfectés par immersion pendant 5 à 10 minutes dans de l'eau maintenue à 80°C au moins (C.M., 13 septembre 1961).

e) *La désinfection* est pratiquée sur les indications et sous le contrôle du Directeur des Services vétérinaires ou de son représentant, selon les prescriptions des arrêtés du 1^{er} avril 1898 et du 28 février 1957 et de la circulaire du 23 mars 1938.

f) *Les mesures applicables à la zone de séquestration* sont levées aussitôt après la fin des opérations d'abattage et de désinfection. La zone de séquestration est alors incluse dans la zone d'interdiction et soumise à la réglementation de cette dernière (A.M., 16 juillet 1959).

3° LES MESURES SUIVANTES SONT APPLICABLES DANS LA ZONE D'INTERDICTION.

a) *Tous les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine* sont visités et recensés par le vétérinaire sanitaire.

b) *L'entrée et la sortie de la zone d'interdiction, la circulation* à l'intérieur de cette zone et la *mise en pâture* sont interdites pour tous les animaux jusqu'à la levée des mesures propres à la zone de séquestration.

Pendant les quinze jours qui suivent la levée de ces mesures, l'entrée et la sortie de la zone d'interdiction ne sont autorisées, pour les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et *porcine*, que s'ils sont destinés à l'abattage immédiat ou vaccinés contre la fièvre aphteuse depuis plus de quinze jours et moins d'un an ; les animaux doivent alors être accompagnés soit d'un laissez-passer pour l'abattoir, délivré par le vétérinaire sanitaire, soit d'un certificat sanitaire de vaccination.

4° LES MESURES SUIVANTES SONT APPLICABLES DANS LA ZONE D'OBSERVATION.

La tenue des foires, marchés et tous rassemblements d'animaux sont interdits.

Ces interdictions sont levées en même temps que le sont les mesures applicables à la zone d'interdiction (A.M., 16 juillet 1959).

*
**

Rémunération des experts.

Voir : Peste porcine (A.M., 26 novembre 1962).

*
**

Pratique de l'abattage dans les cas de fièvre aphteuse.

Conformément au Décret du 2 mars 1957, l'abattage, après estimation des animaux atteints ou contaminés de fièvre aphteuse, est ordonné :

— A compter du 27 août 1960, dans les départements ci-après : Ain, Aube, Ardennes, Belfort (Territoire de), Côte-d'Or, Doubs, Jura, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Vosges, Yonne, Haute-Savoie (A.M., 26 août 1960).

— A compter du 15 septembre 1961, dans les départements ci-après : Aisne, Allier, Cher, Loiret, Nièvre, Nord, Pas-de-Calais, Rhône, Saône-et-Loire, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Oise.

— A titre provisoire, pour les foyers nouveaux, dans tous les départements comptant moins de dix exploitations atteintes de fièvre aphteuse et où les mesures d'abattage n'ont pas déjà été prescrites (A.M., 23 août 1961).

— A compter du 1^{er} mars 1962, la pratique de l'abattage dans les foyers nouveaux de fièvre aphteuse est étendue aux départements comptant à cette date plus de dix foyers de fièvre aphteuse (A.M., 12 octobre 1961).

*
* *

Utilisation des viandes, des abats et des issues d'animaux provenant de foyers de fièvre aphteuse dont l'abattage a été ordonné par l'Administration :

— Lorsque l'abattage a lieu à l'équarrissage, les cadavres, tête, cornes et onglons compris, sont traités immédiatement, sous contrôle du Directeur départemental des Services vétérinaires ou de son représentant, par les procédés industriels de l'établissement. Les peaux sont immergées pendant douze heures dans une solution de fluorure de sodium à cinq pour mille et, après égouttage, salées dans les conditions habituelles.

— Lorsque l'abattage a lieu dans un abattoir, les viandes et abats rouges subissent une maturation de deux jours à une température de + 5° à + 8°C.

Les abats blancs sont ébouillantés ou détruits.

Les peaux sont traitées comme il est indiqué ci-dessus.

Les têtes, les cornes et les onglons sont enfouis ou livrés à l'équarrissage après avoir été traités comme les peaux.

L'écoulement des viandes et des abats dépassera généralement les possibilités d'un seul boucher ; c'est pourquoi le Directeur départemental des Services vétérinaires doit s'entendre préalablement avec les fédérations départementales

intéressées en vue du transport dans un centre urbain ou de la livraison à une usine de fabrication (C.M., 13 septembre 1961).

1° *Conditions d'envoi à la fabrication des viandes et abats :*

Les viandes et abats des animaux abattus dans les cas de fièvre aphteuse ne peuvent être livrés à la consommation humaine, à compter du 15 février 1962, que dans les conditions prévues au présent arrêté. L'abattage doit avoir lieu dans un abattoir désigné par le Préfet, sur proposition du Directeur départemental des Services vétérinaires. Pendant toute la durée des opérations d'abattage et de désinfection, les locaux de l'abattoir sont considérés comme une zone de séquestration.

Les viandes reconnues propres à la consommation humaine sont marquées à l'aide d'une estampille de salubrité, comportant les mentions suivantes disposées sur trois lignes :

- Nom, en entier ou en abrégé, du département du lieu d'abattage des animaux.
- Les lettres S.V.
- Le mot FABRICAT, constituant l'abrégé du mot Fabrication.

Ces mentions, gravées en relief, sont entourées d'une ligne continue dessinant en relief un rectangle de 60 mm de longueur sur 38 mm de largeur. Cette marque de salubrité est apposée, à l'exclusion de toute autre, sur chaque carcasse en autant de points qu'il est jugé nécessaire et, en tout cas, sur la face interne des cuisses, les lombes, les flancs, les palerons et le collier pour les grands animaux ; sur les cuisseaux, les gigots (face interne), les flancs et les épaules pour les veaux et les moutons ; sur les jambons, la poitrine et les épaules pour les porcs.

Les viandes ainsi marquées et les abats correspondants ne peuvent être utilisés que pour la fabrication industrielle de charcuteries, de salaisons ou de conserves. Les carcasses sont divisées ou non par moitié ou par quartiers, compte tenu, le

cas échéant, des parties saisies à la suite de l'inspection de salubrité. Les têtes des animaux doivent être saisies, désinfectées et dénaturées avant leur destruction ou leur envoi à l'équarrissage.

Toutefois, en ce qui concerne les animaux de l'espèce *porcine*, les têtes peuvent être livrées à la fabrication si elles ne présentent aucune lésion pouvant être rapportée à la fièvre aphteuse.

Chaque expédition à l'établissement de fabrication est effectuée sous couvert d'un laissez-passer établi en quatre exemplaires et délivré par le vétérinaire-inspecteur de l'établissement d'abattage :

- L'original accompagne les viandes et les abats.
- Un exemplaire est conservé par le vétérinaire-inspecteur de l'établissement dans lequel les animaux ont été abattus.
- Un autre exemplaire est adressé, sans délai, au Directeur des Services vétérinaires du département d'origine des animaux.
- Le quatrième exemplaire est adressé, sans délai, au Directeur des Services vétérinaires du département où siège l'établissement de fabrication.

Le Vétérinaire-Inspecteur de l'établissement de fabrication destinataire fait retour de l'original du laissez-passer au Directeur des Services vétérinaires de son département, après avoir certifié la réception des viandes et des abats, et leur utilisation. Ce document est transmis au Directeur des Services vétérinaires du département d'origine des animaux. Toutefois, il n'y a pas lieu de délivrer un laissez-passer lorsque les viandes et abats sont utilisés pour la fabrication dans l'établissement même où les animaux ont été sacrifiés (A.M., 15 janvier 1962).

L'expédition des viandes et abats de l'abattoir à l'établissement de fabrication ne pourra avoir lieu, sous couvert du laissez-passer prévu à A.M. du 15 janvier 1962, qu'après l'application des prescriptions de la circulaire M. du 13 sep-

tembre 1961, sous réserve des dispositions particulières prévues par l'arrêté précité en ce qui concerne les têtes d'animaux de l'espèce porcine (C.M., 16 janvier 1962).

2° *Abattage dans les abattoirs agréés pour l'exportation et envoi des viandes et abats dans les établissements de fabrication agréés pour l'exportation :*

Les exigences des pays importateurs imposent que les viandes et les préparations ou conserves de viandes proviennent d'animaux sains, issus d'une exploitation indemne de fièvre aphteuse, abattus dans des abattoirs agréés pour l'exportation. Compte tenu de ces impératifs, il est nécessaire d'appliquer strictement les instructions suivantes en ce qui concerne l'abattage des animaux provenant de foyers de fièvre aphteuse et la destination des viandes de ces animaux :

— L'abattage de ces animaux ne doit pas être effectué dans des abattoirs agréés pour l'exportation. Toutefois, et dans le seul cas où des difficultés majeures mettraient dans l'impossibilité de les envoyer dans des établissements non agréés, le Directeur départemental des Services vétérinaires devra en rendre compte au chef du service vétérinaire du Ministère, afin qu'une solution puisse être recherchée pour chaque cas particulier.

— Les viandes et abats qui ne proviennent pas d'une exploitation saine ne doivent en aucun cas être utilisés pour des préparations ou conserves destinées à l'exportation. Ils ne peuvent, en conséquence, être dirigés sur un établissement de transformation agréé à cet effet, sauf dans le cas où le vétérinaire-inspecteur de l'établissement peut s'assurer que seules les viandes saines, provenant d'abattoirs agréés, et ne portant pas l'estampille FABRICAT sont utilisées pour les fabrications destinées à l'exportation (C.M., 7 février 1962).

B) Mesures complémentaires

1° DÉSINFECTION DES DÉCHETS D'ABATTAGE ET DES EAUX RÉSIDUAIRES.

Les déchets d'abattage sont ébouillantés.

Les eaux résiduaires sont désinfectées par introduction d'un pain de soude dans le collecteur (C.M., 13 septembre 1961).

2° CIRCULATION DES PORCS.

Dans le but de prévenir l'apparition, d'enrayer le développement et de poursuivre l'extinction de la fièvre aphteuse et de la peste porcine, le Ministre de l'Agriculture peut, par arrêté, réglementer ou interdire la circulation des animaux des espèces sensibles à ces maladies (A.I.M., 9 mai 1964, art. premier).

3° MESURES MÉDICALES.

Vaccination obligatoire : voir les conditions réglementaires de son application au chapitre : Méthode classique sanitaire et médicale de limitation (C.R., art. 224 et A.M., 17 février 1960).

« La méthode d'abattage a été étendue à la quasi-totalité du territoire métropolitain. Cette méthode ne peut conduire au succès que si les prescriptions indiquées sont rapidement et intégralement appliquées. Agir vite et fort, c'est restreindre la saturation en virus du milieu et, en définitive, le nombre des animaux à supprimer.

« Il faut donc s'attacher à faire valoir que la pratique de l'abattement, appliquée en complément d'une large vaccination, doit contribuer à l'extinction de la fièvre aphteuse et épargner, par voie de conséquence, des pertes importantes à l'économie nationale » (C.M., 13 septembre 1961).

Commentaires

La possibilité d'intervention, donnée au Préfet pour toutes les maladies légalement contagieuses, lui est un impératif pour la fièvre aphteuse, en vertu de l'application des articles 61 et 62 du décret du 6 octobre 1904, de la circulaire du 1^{er} novembre 1904 et de la circulaire du 5 avril 1912.

Les mesures sont nombreuses et précises, témoignant du désir du législateur de les faire appliquer dans le détail, en soulignant à de multiples reprises les points essentiels :

— *Déclaration précoce*, seul gage de succès dans la lutte contre une maladie aussi diffusible que la fièvre aphteuse.

— *Publicité très large*, indiquée par la mise en place de panneaux portant la mention « Fièvre aphteuse » à la limite du périmètre déclaré infecté. Elle est favorable à la prise de conscience par les populations rurales et les touristes de la présence d'un fléau national.

— *Périmètre déclaré infecté très large*. Il s'agit d'une mesure sévère, en rapport avec la contagiosité de la maladie et considérée à juste titre comme fondamentale pour faire la part du feu dans une région ou un pays. Aussi, des renseignements nombreux et précis sont-ils à fournir dans la délimitation du périmètre déclaré infecté. La distinction en deux zones dans ce périmètre se légitime par la contagiosité du processus et la marge de sécurité nécessaire à observer autour du foyer aphteux. On peut poser en principe :

- *Zone d'interdiction* : périmètre infecté de nécessité comprenant les exploitations infectées.
- *Zone d'observation* : périmètre infecté de précaution comprenant les exploitations directement menacées soit par voisinage, soit par le jeu de la circulation des hommes ou des animaux.

— *Prélèvement d'aphtes*. On ne saurait trop recommander d'effectuer vite et bien ces indispensables prélèvements. Le type du virus en cause (le plus souvent le type C chez le porc)

peut en effet éclairer la marche de l'épizootie, aider à la détermination du périmètre infecté, puisque certains types sont plus contagieux que d'autres, à la vaccination trivalente et au choix judicieux de la revaccination et quelquefois permettre l'isolement de virus inédits actuellement menaçants (SAT₁ SAT₂) à inclure dans les vaccins polyvalents.

— *Marque des animaux malades, suspects ou contaminés.* La marque n'est explicitée que pour les bovins, mesure restrictive critiquable puisque les animaux des autres espèces sensibles sont très souvent infectés. Pour la marque des porcs, il serait à envisager d'étendre à la fièvre aphteuse les dispositions édictées en matière de peste porcine (A.M., 6 janvier 1956), c'est-à-dire la perforation de l'oreille gauche d'un T identique à celui défini en matière de tuberculose bovine (A.M., 14 août 1963). Cette marque serait surtout valable dans le cadre de la méthode sanitaire d'éradication pour expédier les porcs à l'abattoir.

— *Transport des animaux effectués dans des conditions strictes.* On mesure le souci du législateur d'éviter, par tous les moyens, la dissémination du virus aphteux lors du transport d'animaux pouvant porter le virus spécifique. L'étanchéité et la désinfection des véhicules de transport — les camions en particulier — demeurent la cheville ouvrière de la prophylaxie anti-aphteuse et aussi des autres maladies contagieuses, les pestes animales surtout. Aussi l'épreuve de l'eau et les autres normes d'étanchéité sont-elles fondamentales pour les camions qui ne doivent laisser diffuser aucun liquide lorsqu'ils sont remplis d'eau sur une hauteur de 5 cm.

— *Désinfection.* La désinfection en matière de fièvre aphteuse doit s'effectuer de préférence, en dépit des nombreux désinfectants indiqués dans les A.M. des 28 février 1957 et 1^{er} avril 1898, au lait de chaux à 5 % sodé à 2 %. Tous les locaux de l'exploitation et particulièrement les porcheries devront être désinfectés avec cette solution, si possible deux fois à quinze jours d'intervalle.

— *Mise en interdit* (zones de séquestration et d'interdiction définies aussi bien pour la méthode de limitation que pour la méthode d'éradication de la maladie).

Les dispositions, littéralement draconiennes, se justifient par l'extrême contagiosité directe ou indirecte du virus aphteux. Il est nécessaire d'isoler complètement les exploitations infectées et de les soustraire à tout mouvement de matériel, d'animaux ou d'hommes. La rigueur de ces mesures prend son expression la plus pure dans certains pays (Grande-Bretagne, Suisse), où la séquestration sur place interdit les offices religieux, l'école, voire le déplacement aux urnes électorales. Le vétérinaire doit tout particulièrement être attentif à ces mesures afin de ne pas détruire par ailleurs l'œuvre sanitaire qui lui est confiée.

— *Levée d'interdit*. Lors de l'abattage de tous les porcs et de tous les animaux des autres espèces sensibles à la fièvre aphteuse qui se trouvaient dans les locaux déclarés infectés, il est normal que la levée d'interdit soit immédiate (après désinfection).

Par contre, dans le cas contraire, la levée d'interdit rapide (15 jours après le dernier cas) sacrifie aux exigences du commerce et de la vie rurale humaine et animale, mais ne tient pas compte de l'existence, souvent constatée, de porteurs de virus convalescents ou guéris pendant plusieurs mois (jusqu'à 246 jours dans l'urine).

— *Interdiction des foires et marchés*. Cette mesure consacre le véritable problème de la fièvre aphteuse : l'asphyxie brutale du commerce des animaux. En effet, ce sont les animaux itinérants qui supportent la responsabilité la plus lourde dans la propagation de la fièvre aphteuse. D'où l'interdiction des foires et marchés, sauf ceux ouvrant sur des abattoirs-souricières où les animaux sont immédiatement abattus.

On conçoit, d'autre part, le bien-fondé des dispositions relatives à la réexpédition des animaux présentés sur les marchés d'abattoir. Elles s'opposent à la dissémination du virus par les animaux réexpédiés de ces marchés qui ne jouent pré-

cisément plus leur rôle épurateur de souricières. Toutefois, précisons qu'elles se trouvent considérablement limitées dans leur application par les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 14 mars 1957 et de la circulaire du 23 mai 1956. Ces textes prescrivent, en effet, que les animaux des exploitations contaminées et les animaux de la zone d'interdiction ne peuvent sortir de ces lieux que pour l'abattoir de la localité où ils sont stationnés ou pour un abattoir situé à proximité et désigné par le Préfet. Il en est de même pour un foyer de fièvre aphteuse où l'abattage est ordonné conformément au décret du 2 mars 1957. Par arrêté préfectoral, les animaux sont dirigés sur un abattoir désigné qui est alors considéré comme zone de séquestration et soumis aux mesures applicables à cette dernière durant toutes les opérations d'abattage et de désinfection.

— *Envoi, à la fabrication, des viandes et abats d'animaux provenant de foyers de fièvre aphteuse dont l'abattage a été ordonné par l'Administration.* Il est nécessaire de prendre les dispositions propres à éviter que les viandes provenant d'animaux abattus dans les foyers de fièvre aphteuse ne puissent être un facteur de contamination. Ainsi, il convient qu'elles soient dirigées sur des établissements de fabrication soumis à une inspection sanitaire dans les conditions fixées par l'article 263 du C.R. et qu'elles soient traitées préalablement à leur envoi dans le circuit alimentaire. Toutefois, les garanties sanitaires exigées par nos acheteurs de viande ou de produits à base de viande à l'étranger excluent-elles à juste titre, des établissements de fabrication agréés pour l'exportation, les viandes provenant d'animaux abattus dans les foyers de fièvre aphteuse.

*
* *

Le nombre des espèces animales domestiques visées par la législation prouve la nécessité d'une lutte anti-aphteuse menée simultanément vis-à-vis des quatre espèces : bovine, ovine, caprine et porcine. Toute compartimentation de la prophy-

laxie sanitaire ou médicale peut mener à l'échec, l'espèce animale exclue jouant le rôle de réservoir de virus constamment menaçant. Il importe aussi de ne pas sous-estimer le danger que représente la fièvre aphteuse des animaux sauvages et du gibier (cerf, chamois, sanglier...) et de la propagation de l'ultra-virus par des espèces non réceptives et par l'homme.

Or, dans notre travail, nous nous sommes limités à l'espèce porcine et, de ce fait, nous avons donné l'impression de compartimenter la législation. Certes, nous avons dû souvent simplifier les textes légaux ou les interpréter car, si la législation est très précise pour l'espèce bovine, elle l'est souvent beaucoup moins pour l'espèce porcine.

Les mesures médicales sont particulièrement difficiles à appliquer aux porcs. Et pourtant, elles seraient un atout majeur de la lutte contre la maladie dans le cadre de la méthode mixte médico-sanitaire d'éradication par abattage. La vaccination des bovins de plus de six mois, rendue obligatoire par l'A.M. du 23 août 1961, si elle était associée à une très large vaccination des autres espèces sensibles à la fièvre aphteuse, tendrait à constituer un « matelas » d'animaux immunisés et à réduire ainsi le nombre des foyers d'abattage. Certes, actuellement en France, les foyers de fièvre aphteuse sont très peu nombreux mais il est à craindre une recrudescence brutale de la maladie par l'intermédiaire des porcs non vaccinés. Leur commerce est, en effet, de plus en plus étendu sur notre territoire et il pourra favoriser une diffusion très large du virus. Une réglementation stricte de la circulation des porcs s'avère donc le complément indispensable à l'extinction de la maladie, puisque demeure ce « court-circuit » épidémiologique.

Enfin, depuis la raréfaction de la fièvre aphteuse sur notre territoire, la police sanitaire classique (méthode sanitaire et médicale de limitation : loi du 21 juin 1898 ; décret, 6 octobre 1904, et C.M., 1^{er} novembre 1904) paraît sans objet, et seule la méthode actuelle médico-sanitaire d'éradication par abattage doit être appliquée. Toutefois, nous avons voulu la développer pour montrer l'évolution progressive de la légis-

lation vers cette méthode actuelle en fonction de la régression continue des foyers d'une maladie aussi contagieuse que la fièvre aphteuse et pour ne pas laisser à l'abandon des mesures permanentes de limitation tant aux frontières qu'à l'intérieur du pays, complément indispensable à cette méthode.

TROISIEME PARTIE

LEGISLATION SANITAIRE COMMENTEE DES MALADIES INFECTIEUSES DU PORC, NON REPUTEES CONTAGIEUSES

CHAPITRE PREMIER

TUBERCULOSE PORCINE

Inspection de salubrité

DISPOSITIONS LEGALES

Les viandes provenant des animaux tuberculeux, à quelque espèce qu'ils appartiennent, sont saisies dans les cas prévus par un décret pris sur proposition du Ministre de l'Agriculture et après avis du Comité consultatif des épizooties. Le même décret prévoit les cas dans lesquels ces viandes doivent être détruites et ceux dans lesquels leur utilisation peut être permise après stérilisation (C.R., art. 255 ; loi, 7 juillet 1933).

Les viandes provenant des animaux tuberculeux de l'espèce porcine sont saisies et exclues en totalité ou en partie de la consommation, ainsi qu'il est ci-dessous déterminé.

Elles sont saisies et exclues en totalité quand elles présentent :

- a) De la tuberculose miliaire aiguë, avec foyers multiples ;
- b) De la tuberculose caséuse avec foyers de ramollissement volumineux ou étendus à plusieurs organes.
- c) De la tuberculose caséuse étendue, accompagnée de lésions ganglionnaires à caséification rayonnée.

Elles sont saisies et exclues en partie de la consommation dans tous les autres cas.

La délimitation de la saisie est fonction de l'étendue des lésions tuberculeuses. Tout organe ou région, siège d'une

lésion tuberculeuse quelconque, même nettement délimitée, est saisi, dénaturé et détruit, en totalité ; la tuberculose d'un ganglion entraîne la saisie, la dénaturation et la destruction de l'organe ou de la région correspondant (D., 24 janvier 1934).

Le sang provenant d'animaux atteints de tuberculose devra être saisi, dénaturé et détruit, quelle que soit l'espèce à laquelle appartiennent ces animaux (D., 27 février 1940).

Commentaires

Les lésions tuberculeuses représentent à elles seules environ 50 % des saisies pratiquées dans les abattoirs français. Ce pourcentage approximatif considère toutes les espèces animales abattues. Toutefois, la tuberculose porcine, moins fréquente que la tuberculose bovine, n'en reste pas moins un facteur important. Le vétérinaire-inspecteur d'abattoir doit donc posséder une législation précise, fonction du contrôle de salubrité qui lui est imparti, tout en lui laissant une large part de jugement. Or, il apparaît à l'usage que le décret du 24 janvier 1934 ne donne pas toute satisfaction, du fait qu'il est incomplet et surtout parce qu'il détermine les saisies exclusivement en fonction de certains types de lésions, sans tenir compte de la pathologie de la maladie tuberculeuse.

En effet, il détermine trois formes trop exclusives de saisie totale (carcasses et abats) :

1° TUBERCULOSES MILIAIRES AIGUES A FOYERS MULTIPLES :

Il s'agit de nombreux nodules gris ou jaunes, tous au même stade évolutif, que l'on trouve surtout sur les organes riches en système réticulo-endothélial (séreuses, parenchymes, ganglions), accompagnés d'adénites semi-caséuses le plus souvent. Ils se présentent en général sur les séreuses sous l'aspect de placards veloutés et le plus souvent de coloration rosée,

caractérisés par leur acuité et la virulence des masses musculaires (bacillémie). Toutefois, le décret précise à « foyers multiples » ; combien faut-il de foyers pour que le vétérinaire-inspecteur les considère comme multiples ? Cette précision semble superflue si l'on considère la pathologie de la maladie, toute tuberculose miliaire aiguë étant une forme de généralisation précoce ou tardive (tuberculose miliaire aiguë de réinfection).

2° TUBERCULOSE CASÉEUSE AVEC FOYERS DE RAMOLLISSEMENT VOLUMINEUX OU ÉTENDUS A PLUSIEURS ORGANES :

Ce libellé exclut toutes les formes de tuberculoses caséocalcaires et donc les tuberculoses chroniques d'organes et les tuberculoses de généralisation progressive. Pourquoi faut-il des foyers de ramollissement volumineux ou étendus à plusieurs organes ? A partir de quel diamètre un foyer de ramollissement doit-il être considéré comme « volumineux » par le vétérinaire-inspecteur pour entraîner une saisie totale ? Ce texte inexpressif restreint le champ d'action du vétérinaire-inspecteur. En effet, chaque fois qu'il y a un foyer de ramollissement et donc de nécrose, le risque d'effraction vasculaire et de bacillémie existe, quel que soit le volume de la lésion et il est facilité par les réactions périfocales (œdème et hémorragie).

3° TUBERCULOSE CASÉEUSE ÉTENDUE ACCOMPAGNÉE DE LÉSIONS GANGLIONNAIRES A CASÉIFICATION RAYONNÉE :

La tuberculose caséeuse est bien connue et parfaitement définie. Pourquoi doit-elle être étendue et d'ailleurs, étendue à quoi et de combien ? Les lésions ganglionnaires à caséification rayonnée sont bien connues. Le ganglion est volumineux et, à la coupe, il apparaît creusé de logettes pleines de caséum. Mais la caséification peut tout aussi bien être diffuse.

Ces processus traduisent toujours une nécrose en bloc du ganglion avec œdème périfocal. On devrait parler « d'adénite hypertrophiante exudative caséuse ». De toute façon, ces lésions signent une forme de généralisation tardive de la maladie avec bacillémie et abolition des défenses organiques (tuberculose caséuse de réinfection).

Toutes les lésions tuberculeuses, hormis celles définies par ces trois libellés, font légalement l'objet de saisies partielles et le texte précise « la délimitation de la saisie est fonction de l'étendue des lésions tuberculeuses » sans considération du stade évolutif de ces lésions et du risque de bacillémie.

Or, le rôle d'hygiéniste imparti au vétérinaire-inspecteur d'abattoir lui impose d'exclure de la consommation toutes viandes tuberculeuses présentant un danger pour l'homme. Il doit donc parfaitement connaître l'anatomie pathologique et la pathogénie de la tuberculose et, à partir de ces deux bases, en fonction du risque de bacillémie, déterminer soit une saisie totale (bacillémie), soit une saisie partielle. De ce fait, la technique d'inspection comprend trois phases : recherche systématique de toutes les lésions tuberculeuses ; identification du type anatomopathologique des lésions et évaluation de l'étape de l'histoire de la maladie au moment de l'abattage ; enfin, conclure du risque de bacillémie.

Ainsi, si l'on considère que toutes les lésions sont bacillaires et que, chaque fois qu'il y a bacillémie, les muscles sont virulents, toutes lésions pouvant entraîner la bacillémie (danger pour l'homme) détermineront une saisie totale et tous viscères ou régions anatomiques porteurs de lésions ou d'une adénopathie stabilisés (danger pour le consommateur) fera l'objet d'une saisie partielle. Dans l'état actuel de notre législation, le vétérinaire-inspecteur, pour remplir pleinement son rôle d'hygiéniste et rester dans les normes légales, doit très souvent biaiser pour sanctionner les saisies totales qu'il pratique, ainsi doit-il fréquemment justifier celles-ci par une somme de saisies partielles, d'autant plus que les formes visées par le décret du 24 janvier 1934 s'appliquent surtout aux bovins.

La tuberculose porcine n'échappe pas à cette critique générale. Notons, certes, la prédominance de tuberculoses digestives (ganglions de la tête et du cou, stomacaux et mésentériques tuberculisés) et de tuberculoses osseuses, mais toutes les autres formes connues de la maladie sont possibles. Toutefois, la tuberculose de réinfection est très rare, les porcs étant abattus trop jeunes pour aboutir à cette forme évolutive.

Compte tenu des critiques que nous avons formulées et du rôle que le législateur impose au vétérinaire-inspecteur d'abattoir, il serait préférable de substituer à la législation en vigueur le texte proposé par Bornarel dans sa thèse, basé sur les nombreux travaux récents publiés à ce sujet et en particulier ceux du professeur Drieux et de Flachat, Danna-cher et Faure.

Dans les espèces bovine, *porcine*, équine

« Feront l'objet de saisie totale :

- 1° Toutes formes évolutives de généralisation précoce ou tardive, toutes lésions de type évolutif telles : tuberculose miliaire aiguë, tuberculose exsudative, tuberculose caséuse, foyers de ramollissement non enkystés, etc...
- 2° Toutes les lésions accompagnées de congestion focale, régionale ou générale, ou de mauvais état général de l'animal (maigreur, cachexie, etc...).
- 3° Toutes formes de tuberculoses multifocales (polyadénites, lésions de plusieurs séreuses, lésions osseuses ou vicérales multiple ou leurs associations, etc...) ».

« Feront l'objet de *saisie partielle* :

Tous viscères ou régions anatomiques porteurs de lésions ou d'une adénopathie stabilisés (caséo-calcaires, calcaires, enkystées, fibreuses, etc...) ».

« Dans tous les cas, le libellé du motif de saisie comprendra l'énoncé aussi complet que possible des localisations et caractères des lésions et la conclusion sur la phase évolutive de la tuberculose au moment de l'abattage. »

Le certificat de saisie devient alors un résumé sélectif d'un procès-verbal d'autopsie donnant une description nécropsique sommaire mais suffisante, des lésions (par exemple, pleuropéritonite tuberculeuse-miliaire aiguë de réinfection).

Cette façon de procéder, nous l'avons vu utilisée avec succès par tous les vétérinaires-inspecteurs, directeurs adjoints, des abattoirs municipaux de Lyon (Lyon la Mouche) durant les heures de travaux pratiques d'inspection des viandes passées en leur compagnie. Les conseils éclairés de M. le Professeur Flachet et de ses confrères nous ont d'ailleurs instruits dans ce sens et nous pensons qu'une législation érigée sur ces bases donnerait toute satisfaction aux vétérinaires-inspecteurs. Elle n'imposerait plus un cadre trop rigide et trop étroit à leur décision et ils joueraient alors pleinement le rôle qui leur est imparti. Ils protégeraient l'hygiène de l'homme en justifiant leur décision par le libellé de certificats de saisie basé sur une parfaite connaissance de la maladie.

Enfin, le décret du 27 février 1940 prévoit la saisie, la dénaturation et la destruction du sang provenant d'animaux atteints de tuberculose. Cette disposition n'est certes pas superflue, compte tenu des nombreuses utilisations actuelles du sang, mais elle est inapplicable dans les conditions habituelles de nos abattoirs.

Il faudrait imposer une saignée individuelle ou tout au moins une saignée par lot d'animaux avec récupération du sang dans des récipients numérotés et présentés à l'inspection avec le lot d'animaux correspondant, méthode qui tend à se généraliser dans les abattoirs modernes.

CHAPITRE II

PESTE PORCINE AFRICAINE

DISPOSITIONS LEGALES

La peste porcine africaine, connue également sous le nom de « Maladie de Montgomery », est restée localisée à l'Afrique jusqu'en 1957.

Elle a été signalée pour la première fois en Europe au mois d'avril 1957 sur des porcs des environs de Lisbonne (Portugal).

L'introduction de la maladie semble devoir être rapportée à l'utilisation dans les porcheries portugaises d'eaux grasses et de déchets contenant des viandes importées des territoires africains (Angola-Mozambique). L'épizootie, confondue au début avec la peste porcine classique à évolution aiguë, s'étendit rapidement à tout le territoire portugais. Elle put être jugulée après 10 à 12 mois d'application systématique de la méthode d'abattage des animaux malades et contaminés : 6.103 animaux moururent de la maladie, 10.354 furent abattus.

La maladie semblait définitivement éliminée de la Péninsule Ibérique depuis deux ans, lorsque les Services vétérinaires du Portugal signalèrent, au mois de mai 1960, l'apparition de quelques foyers dans la région de Lisbonne. A la fin de ce même mois, le premier cas de peste porcine africaine est apparu sur le territoire espagnol, dans la province de Badajoz, limitrophe du Portugal. Les autorités espagnoles ont édicté des mesures très sévères pour combattre l'épizootie, notamment l'abattage des malades et contaminés et l'interdiction des foires et marchés. Néanmoins, la maladie qui n'a

pu être jugulée jusqu'à ce jour a été signalée par la suite dans les provinces de Ciudad Real et de Salamanque. Au 31 juillet 1960, le nombre des animaux morts de la maladie et abattus s'élevait au total à 51.826. Depuis lors, la Direction générale de l'élevage du Ministère espagnol de l'Agriculture a avisé le Service Vétérinaire français de l'apparition de la « Maladie de Montgomery », le 10 octobre, dans la province de Gérone, et le 24 octobre dans les provinces de Huesca et de Saint-Sébastien qui sont limitrophes, la première du département des Pyrénées-Orientales, la seconde des Hautes-Pyrénées et la troisième des Basses-Pyrénées.

En raison de la sérieuse menace que cette épizootie fait peser sur le territoire français, il convient de souligner certains aspects particuliers de la peste porcine africaine :

Il est très difficile, voire impossible, par l'étude des symptômes cliniques de différencier la peste porcine africaine, des formes suraiguës ou aiguës de la peste porcine.

Les premiers animaux atteints meurent brutalement sans présenter, le plus souvent, des signes cliniques perceptibles par le propriétaire. Lorsque l'évolution est moins brutale, après 3 ou 4 jours de fièvre accompagnée des signes habituels d'anorexie et d'abattement, apparaissent les troubles locomoteurs, puis le décubitus devient permanent. Des taches d'exanthème cutané violacé s'étendent sur les oreilles, le groin, le dos, la face interne des membres. On peut observer une diarrhée sanguinolente, voire des émissions de sang en nature. La mort survient en 4 à 5 jours frappant pratiquement la totalité de l'effectif.

Les lésions sont comparables à celles de la peste porcine européenne, mais généralement plus accusées.

Le virus de la peste porcine africaine apparaît comme totalement différent du point de vue immunologique des divers types antigéniques des virus pestiques, européens et américains. Il ne s'établit pas d'immunité croisée entre la peste porcine africaine et la peste porcine des porcs vaccinés contre

la peste porcine classique peuvent contracter la peste porcine africaine.

Pratiquement, ni la clinique, ni les lésions anatomo-pathologiques ne permettent donc de distinguer la peste porcine africaine de la peste porcine classique d'évolution suraiguë et aiguë. Il y a donc lieu de suspecter la peste porcine africaine toutes les fois qu'une épizootie à allure de peste se manifeste indistinctement sur des effectifs porcins vaccinés ou non contre la peste porcine classique.

La maladie, extrêmement contagieuse, se propage par contact des animaux sains avec les malades, par ingestion de produits virulents contenus dans les eaux grasses, les déchets, par les animaux guéris qui restent porteurs de virus pendant plusieurs mois (440 jours).

Il n'existe actuellement aucun traitement curatif de la maladie et, ce qui ajoute encore à la gravité de la peste porcine africaine, il n'existe pas non plus de vaccin ni de sérum efficaces.

L'abattage systématique et les mesures sanitaires restent actuellement les seules possibilités de lutte contre la peste porcine africaine (note d'information n° 165 du 26 octobre 1960). Conformément à cette note, l'abattage est ordonné au même titre que pour la peste porcine classique sur tout le territoire français par l'A.M. du 11 mai 1964.

Commentaires

La peste porcine africaine, inconnue en France actuellement et même jusqu'en 1957 en Europe, ne figure pas sur la liste des maladies réputées contagieuses (C.R., art. 224). Toutefois, son apparition en Espagne, au mois de mai 1960, et son extension rapide aux provinces limitrophes de la frontière française ont alerté les Services vétérinaires de notre pays. Ceux-ci ont immédiatement diffusé la note d'information citée ci-dessus, mais il a fallu attendre quatre ans pour que

soit publiée une législation précise en rapport avec la sérieuse menace que cette grave maladie, sans traitement ni vaccin, fait peser sur notre territoire.

Enfin, depuis la publication des A.M. des 9 et 11 mai 1964, il n'y a plus lieu de distinguer, d'une part, la peste porcine classique et, d'autre part, la peste porcine africaine, mais les pestes porcines qui doivent faire l'objet d'une draconienne éradication par abattage.

CHAPITRE III

MALADIE DE TESCHEN ET BRUCELLOSE PORCINE

MESURES A PRENDRE A L'EXPORTATION VERS LA REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE

Les garanties suivantes sont exigées pour les exportations vers la République Fédérale Allemande de porcs de boucherie et de viandes de porc :

A) PORCS VIVANTS.

Les animaux doivent avoir séjourné au moins six semaines dans une exploitation située dans l'un des départements français agréés pour l'exportation. (Depuis l'Avis aux exportateurs paru au J.O. du 25 mai 1962, tous les départements français sont agréés).

Pendant ce délai de six semaines, aucun cas de paralysie porcine contagieuse (maladie de Teschen) et de brucellose porcine ne doit avoir été constaté dans l'exploitation.

Le lieu d'expédition et les communes limitrophes doivent être, depuis au moins six semaines, indemnes de paralysie porcine contagieuse (maladie de Teschen) et de brucellose porcine.

B) VIANDES DE PORC.

Les viandes de porc doivent avoir été préparées :

- à partir de porcs ayant séjourné depuis six semaines dans l'un des départements français agréés pour l'exportation (tous sont agréés : voir porcs vivants) ;

- à partir d'animaux répondant aux mêmes garanties sanitaires que celles exigées pour l'exportation des porcs vivants vers la République Fédérale Allemande (Avis aux exportateurs, J.O., 25 mai 1962).

Commentaires

La maladie de Teschen du porc, encéphalomyélite à virus, de découverte récente, a pris une rapide extension en Europe depuis une trentaine d'années, sans affecter sérieusement notre territoire. Atteignant principalement les jeunes, elle provoque rapidement la perte d'un élevage. La mortalité élimine une part importante des portées ; les survivants restent dans un état de déficience tel que leur avenir économique n'est plus à envisager.

Dans les conditions naturelles, les suidés seuls sont réceptifs à l'infection par l'ultra-virus et extériorisent les symptômes caractéristiques. En France, la maladie n'est apparue que sporadiquement. Actuellement, la paralysie contagieuse du porc est assez répandue en Allemagne (Saxe), en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Bulgarie. La Hongrie, grâce à des mesures sanitaires très strictes, en est débarrassée depuis longtemps. En dehors de l'Europe, Madagascar est un foyer très important.

La durée d'incubation de la maladie de Teschen étant de une à quatre semaines, on comprend très bien la garantie sanitaire de six semaines exigée par la République Fédérale Allemande. Toutefois, ces précautions semblent sévères puisque la maladie n'affecte pas sérieusement notre territoire. Certes, la rareté d'une maladie n'exclut pas ses possibilités d'extension et bien qu'elle ne menace pas directement notre élevage, son importance ne doit pas être ignorée des pouvoirs publics. C'est l'opinion qu'exprimait déjà, en 1950, le Professeur J. Verge : « Il est à craindre que le cheptel n'ait à connaître cette redoutable infection... La maladie ne peut pas ne pas figurer dans notre législation sanitaire ; il est nécessaire de rendre sa déclaration obligatoire ».

* * *

La Brucellose est une maladie infectieuse, atteignant l'homme et la plupart des espèces animales domestiques et sauvages. Elle est considérée à juste titre comme une maladie de l'élevage entraînant des pertes économiques considérables.

La Brucellose porcine, maladie de l'élevage, est caractérisée par son évolution rapide dans un effectif provoquant l'avortement des femelles gestantes ou la résorption et la momification de certains foetus (possibilité des femelles gemellipares), des orchites chez les mâles, des synovites suppurées et des arthrites dans les deux sexes et des formes septicémiques chez les jeunes sujets. Certes, elle est autostérilisable en quelques mois dans un effectif, mais l'avenir économique de l'élevage est compromis. En France, cette maladie est exceptionnelle ou considérée comme telle, peut-être en l'absence d'enquête systématique et, de ce fait, on comprend très bien les précautions exigées à l'importation par la République Fédérale d'Allemagne.

CONCLUSIONS

A une époque où l'élevage porcin prend une très grande expansion dans notre pays, il nous a paru nécessaire de faire cette mise à jour de la législation sanitaire des maladies infectieuses du porc. En effet, si cette législation est volumineuse et précise, elle est aussi très disparate. Dans ce travail, nous nous sommes donc efforcé de la réunir dans un cadre pratique où le vétérinaire sanitaire, dans l'exercice de ses fonctions, pourra trouver, avec les références exactes, la conduite à adopter vis-à-vis d'une de ces maladies dans un cas précis.

1° Cette législation, si elle est facile à appliquer pour les *maladies spécifiques* de l'espèce porcine, semble souvent secondaire pour les *maladies non spécifiques* de l'espèce considérée. Or, si nous voulons éviter l'éclosion ou limiter l'extension, ou mieux, voir disparaître une maladie de notre territoire, il est nécessaire de bien connaître et appliquer la législation sanitaire dans toute sa rigueur. Toute *compartimentation* de celle-ci vis-à-vis d'une espèce conduirait à l'échec certain, cette espèce jouant le rôle de réservoir de virus.

2° La nécessité de l'assainissement de notre cheptel, par une stricte application de la législation, est nécessaire vis-à-vis du *commerce international*, surtout dans le cadre de la Communauté Européenne Economique.

3° A la fin de cette étude nous retiendrons toutefois quelques imperfections importantes dans cette législation :

La *peste porcine africaine*, maladie redoutable et menaçant notre territoire, devrait figurer sur la liste de nos maladies « réputées contagieuses ».

Il semble nécessaire de modifier le décret du 24 janvier 1934, relatif à l'inspection de salubrité en matière de *tuberculose*, et de donner aux vétérinaires-inspecteurs d'abattoirs une législation qui ne leur impose pas un cadre trop rigide et trop étroit et leur permette de remplir pleinement leur rôle.

Dans la lutte actuelle entreprise en France contre la *fièvre aphteuse* (méthode mixte sanitaire et médicale d'éradication par abattage), il convient de ne pas négliger le danger que représente les porcs itinérants et non vaccinés dans la propagation de la maladie.

Vu : LE PROFESSEUR RESPONSABLE
DE L'ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
JOUBERT.

Vu : LE DIRECTEUR
DE L'ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
FLORIO.

Vu :
LE DOYEN
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE,
J.-F. CIER

Vu :
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
MONNET.
PROFESSEUR
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE.

Vu et permis d'imprimer : Lyon, le 1^{er} Juin 1964.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ
P. LOUIS

BIBLIOGRAPHIE

- BERTRAND (M.). — Cours magistral de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon, 1961-1963.
- BORNAREL (P.). — Proposition d'une nomenclature des motifs de saisie des viandes. *Thèse Doct.-Vét. Lyon*, 1963.
- BOURRIER. — Sur une enzootie de paralysie contagieuse du porc. *Thèse Doct.-Vét. Lyon*, 1947.
- BRION. — Jurisprudence vétérinaire (1962).
Bulletin d'Information du Ministère de l'Agriculture, n° 74 (25 novembre 1961) et n° 103 (30 juin 1962).
Bulletin Officiel International d'Epizootie.
- CHAUVEY (P.). — Recherches expérimentales sur une paralysie contagieuse du porc observée dans la région du Sud-Est. *Thèse Doct.-Vét. Lyon*, 1951.
Code de l'Administration Communale.
Code Rural.
- COLLET (P.). — L'Encéphalomyélite infectieuse du porc. Une enzootie en Saône-et-Loire. *Bull. Soc. Vét. Lyon*, 1941, 43, 3.
- COMTE. — Police sanitaire des animaux, 1906.
- DEROYE (F.). — Contribution à l'étude de la maladie de Teschen du porc (poliomyélite du porc). *Thèse Doct.-Vét. Lyon*, 1963.
- DRIEUX (H.). — Inspection *post mortem* et jugement des carcasses tuberculeuses.
- FAUTSCH. — *Manuel de Droit Public et Privé* (1963).
- FLACHAT (Ch.). — Cours magistral de l'Ecole Nationale Vétérinaire
- FLACHAT (Ch.), DANNACHER (G.), FAURE (N.). — Pathogénie et anatomie pathologique schématique de la tuberculose bovine. *Bull. Synd. Nat. Vét., NS 2*, 29, 1959.
- GASSE. — La lutte contre la peste porcine en France. *Off. Int. Epiz.*, sept.-oct. 1962, p. 1449.
- JOUBERT (L.). — Cours Magistral de l'Ecole Vétérinaire de Lyon.
- KRAUSS (S.). — La maladie de Teschen en Pologne. *Bull. O.I.E.*, 1961, 56, 151.

- LAUBADÉRE (DE). — *Manuel de Droit Administratif* (1963).
- LEVADETI, LÉPINE, VERGÉ. — *Ultra-virus des maladies animales* (1943).
- LINON. — *Précis de Droit Français relatif aux Animaux domestiques* (1951).
- LOMBARD. — De la saisie des viandes tuberculeuses. *Rev. Méd.-Vét.*, août-sept. 1946, p. 408.
- Manuel du Vétérinaire Sanitaire* (1959).
- MATHIEU. — *Législation sanitaire de la fièvre aphteuse* (1958).
- PLEINDOUX. — *Législation sanitaire vétérinaire*, 3^e éd., 1948.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	9
PREMIERE PARTIE. — Législation sanitaire commentée des maladies réputées contagieuses spécifiques du porc	
	11
Chap. I : Législation sanitaire des maladies ...	13
Chap. II : Commentaires sur la législation sanitaire des maladies : Rouget, Peste porcine, Pasteurellose et Salmonellose du porc	35
DEUXIEME PARTIE. — Législation sanitaire commentée des maladies réputées contagieuses non spécifiques du porc	
	43
Chap. I : Législation sanitaire de la rage	45
Chap. II : Législation sanitaire du charbon bactérien	51
Chap. III : Législation sanitaire de la fièvre aphteuse	59

TROISIEME PARTIE. — Législation sanitaire commentée de maladies infectieuses du porc non réputées contagieuses	99
<i>Chap. I</i> : Tuberculose porcine : inspection de salubrité	101
<i>Chap. II</i> : Peste porcine africaine	107
<i>Chap. III</i> : Maladie de Teschen et Brucellose porcine	111
CONCLUSION	115
BIBLIOGRAPHIE	117

